Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde ASBL

Une citoyenneté active et critique pour la transformation des rapports Nord–Sud et l'émancipation sociale

Rapport annuel d'activité

Année 2009

(3e année du programme 2007-2011)

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde *Juin 2010*

Table des matières

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde Juin 2010.....1
Table des matières.....2

PREMIÈRE PARTIE : INTRODUCTION.....3

1 - Coordonnées de l'association :.....3

2 - Nature de la reconnaissance.....3

3 – Rapport global 3

DEUXIÈME PARTIE : AXE 1 : PARTICIPATION, ÉDUCATION ET FORMATION CITOYENNE.....7

1 – Rapport succinct.....7

2 - Tableau de synthèse des activités réalisées en 2009.....26

TROISIÈME PARTIE : AXE 3 – 2 : PRODUCTION D'ANALYSES ET D'ÉTUDES…40

1 – Rapport succinct.....40
L'impact de la crise mondiale sur le coût du remboursement de la dette publique externe 45
Le poids la dette publique interne sur les budget des PED.....46
Un dette publique qui risque encore d'augmenter en cas de « nationalisation » des dettes privées 47
La crise mondiale entraîne le renforcement de l'ajustement structurel sous la houlette du FMI et de la Banque mondiale 48

2 - Tableau de synthèse des études et des analyses réalisées en 2009.....56

Première Partie : INTRODUCTION

1 - Coordonnées de l'association :

Nom : Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde
Sigle : CADTM
Adresse du siège social : 345, av. de l'Observatoire 4000 Liège
Adresse du siège d'activité : 345, av. de l'Observatoire à 4000 Liège
Téléphone/fax : 04 / 226 62 85
E-mail : pauline@cadtm.org
Site internet : http://www.cadtm.org
Numéro de compte bancaire : 001-2318343-22

Correspondante : Imbach Pauline
Adresse : rue bassenge, 52 - 4000 Liège
Téléphone : 04 / 488 29 81 04
E-mail : pauline@cadtm.org

2 - Nature de la reconnaissance

Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde a été reconnu en tant qu'association pour :

- L'axe 1 - Forfait §2 – Champ d'action territorial : Liège (Communes de Liège, Angleur, Bressoux, Chênée, Glain, Jupille, Rocourt, Wandre, Sclessin, Ougrée, Saint-Nicolas, Vottem) soit une zone de 192 718 habitants.

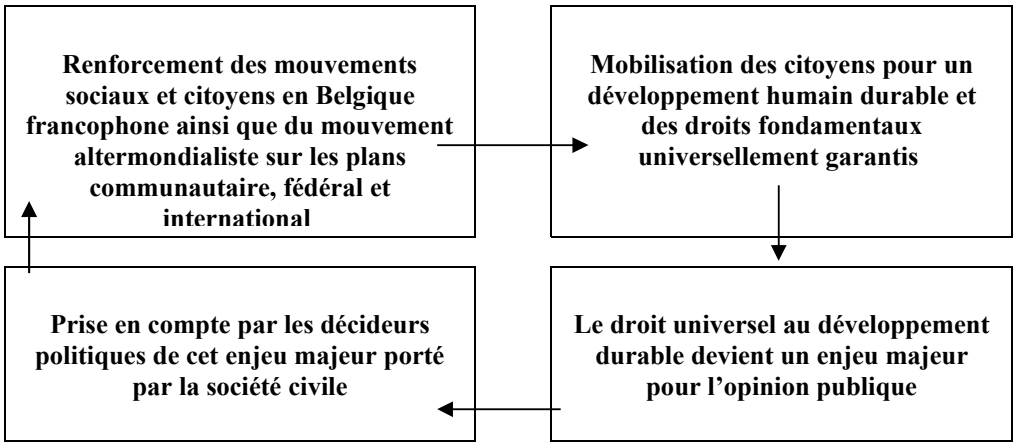
- L'axe 3.2 - Forfait §2 – Champ d'action territorial : Communauté française

3 – Rapport global

a) Rappel de la stratégie générale du CADTM – un cercle vertueux « amélioré »

La stratégie générale du CADTM consiste à renforcer les mouvements sociaux en Belgique francophone mais aussi dans le reste du monde, par des activités d'information, de sensibilisation, de formation, d'appui technique et scientifique, afin de faire du droit au développement humain durable un enjeu politique majeur pris en compte par les décideurs politiques.

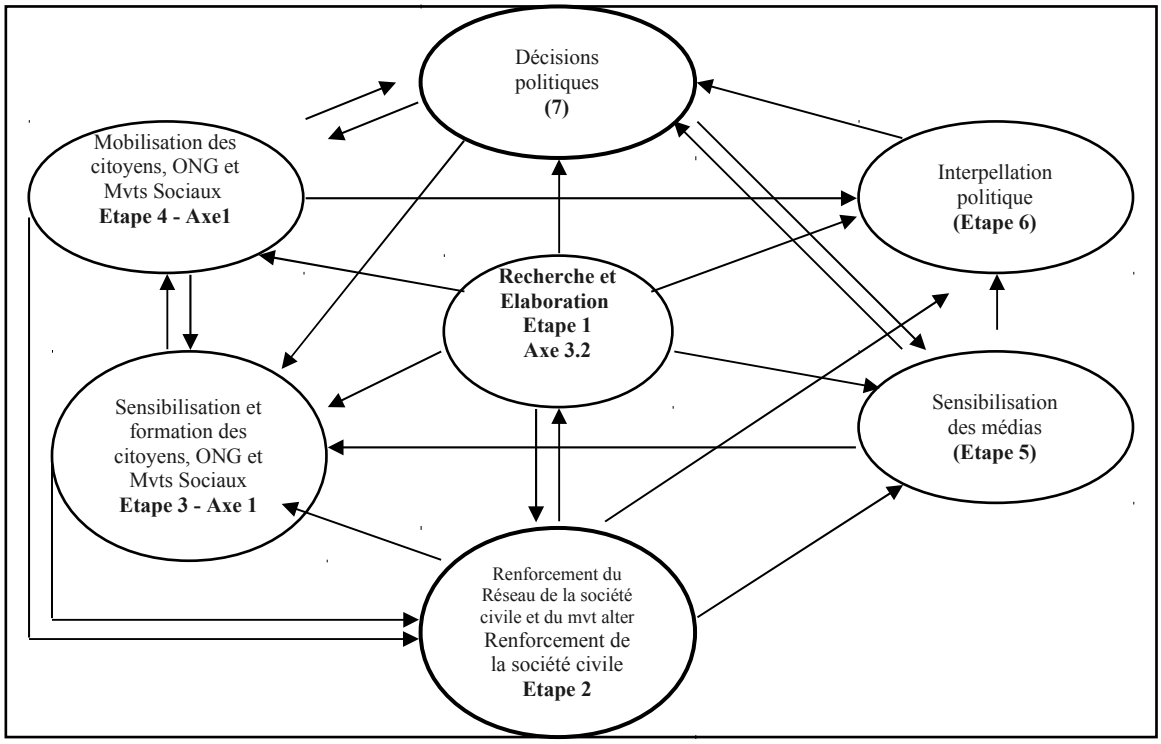
Rappel du cercle vertueux visé par la stratégie générale du CADTM dans le programme précédent



Tout en gardant la même logique d'ensemble, il nous est apparu utile d'essayer de mieux expliciter la stratégie du CADTM à chacune des étapes du cercle vertueux.

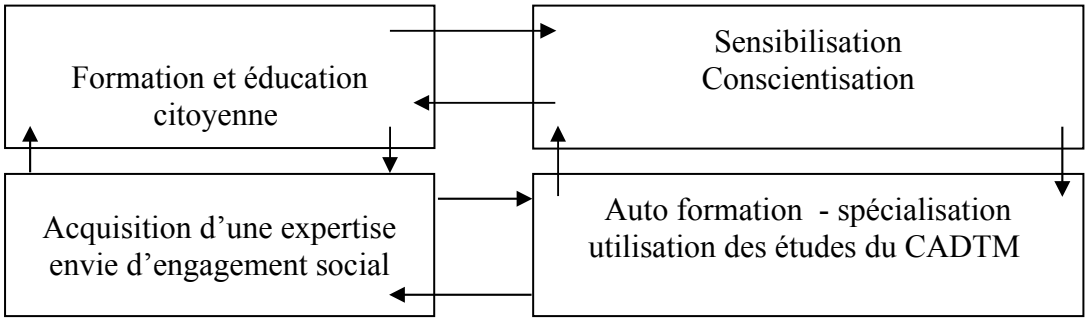
Sept éléments essentiels interviennent désormais dans la stratégie du CADTM :

- Continuité dans la recherche, les analyses et les élaborations (étape 1)
- Renforcement du mouvement altermondialiste et consolidation du réseau CADTM (étape 2)
- Sensibilisation et formation envers le secteur ONG, les mouvements sociaux et les citoyens (étape 3)
- Mobilisation des citoyens, des ONG et des mouvements sociaux (étape 4)
- Sensibilisation des médias (étape 5)
- Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales à la poursuite de ces enjeux (étape 6)
- Prise de décisions politiques (étape 7). Seul ce dernier élément ne se décline pas en activités du CADTM car il représente l'aboutissement, l'objectif global découlant du succès des objectifs spécifiques.



Ces 7 étapes s'inscrivent dans une stratégie globale d'éducation et d'offre de services menée à l'égard de publics-cibles spécifiques : il s'agit d'enclencher un cercle vertueux menant au renforcement des mouvements citoyens, à leur mobilisation autour du thème spécifique de l'annulation de la dette, l'abandon des politiques d'ajustement structurel et la mise en place de mécanismes de financement du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable. La dynamique enclenchée doit aboutir à la définition de ce thème spécifique comme enjeu politique majeur par l'opinion publique et à la prise en compte de cet enjeu par les décideurs politiques.

En éducation permanente, l'objectif du CADTM ne se limite pas à un impact ponctuel, aussi constructif qu'il puisse être. Il vise à inciter les citoyens à rentrer dans un mouvement dynamique de conscientisation et d'action, afin qu'ils aient la capacité et l'envie de participer au débat et à l'action démocratique. Ce lien étroit que le CADTM réalise entre la conscientisation et la mobilisation permet de renforcer considérablement son efficacité et de créer une dynamique vertueuse. Ces dernières années, le CADTM a constaté une augmentation constante du nombre de personnes qui, après avoir participé à ses activités, deviennent des collaborateurs actifs, des acteurs du changement. Cette dynamique peut se représenter de manière schématique comme suit :



Ce qui correspond à cette hypothèse :

- Devenues conscientes du rôle crucial que joue l'endettement dans l'explication du sous-développement du Tiers Monde, des personnes sont demandeuses d'informations supplémentaires.
- Les ouvrages, ainsi que la revue et le site Web permettent alors à ces personnes d'approfondir leurs connaissances sur le sujet.
- De cette amélioration de la formation naît une envie de faire partager les nouvelles connaissances.
- Le CADTM « accueille » ces personnes (notamment via les groupes locaux) et leur offre des opportunités de s'engager activement dans la dynamique.

Il s'agit donc ici d'un cercle vertueux spécifique à l'intérieur même du cercle vertueux plus général que le CADTM a établi pour sa stratégie d'ensemble ; il concerne plus particulièrement les deux premières phases (pour le nouveau cercle étapes 3 et 4) du cercle vertueux « général ».

Le CADTM est donc appelé, autour de son objectif global, à jouer un rôle de catalyseur et de renforcement des forces citoyennes et sociales belges, notamment dans le cadre des différents Forums sociaux locaux, belges, européens et mondiaux. Le but global visé est d'aboutir à des changements de société garantissant des relations Nord-Sud socialement justes et écologiquement

durables d'une part, ainsi qu'une réduction des inégalités et une amélioration générale des conditions de vie en Belgique d'autre part.

B) Phasage du projet

En cohérence avec la réalisation de ce cercle vertueux, les activités spécifiques d'éducation permanente réalisées par le CADTM en 2009 ont visé le renforcement des mouvements sociaux et citoyens autour d'alternatives communes pour une mondialisation des droits fondamentaux, la sensibilisation et la participation d'un maximum de citoyens aux enjeux liés à ces alternatives (axe 1).

Ces activités de participation, d'éducation et de formation citoyenne ont été renforcées par des activités d'appui méthodologique (technique) et scientifique, de réalisation d'études, d'analyses et de publications (axe 3.2).

Comme prévu dans le dossier de reconnaissance, les deux axes ont été considérés en complémentarité.

C) Modifications du projet

Le CADTM a respecté la mise en œuvre du projet, que ce soit en terme de méthodologie et de dynamique interne, de rayonnement géographique et social, de communication ou d'ouverture vers le monde associatif.

Le CADTM a réalisé l'ensemble du projet pour lequel la Communauté française a donné sa reconnaissance. L'ensemble des objectifs prévus pour 2009 ont été réalisés ou dépassés.

Signalons que le CADTM a réalisé toute une série d'évaluations, internes et externes, afin de voir dans quelle mesure ses objectifs ont été atteints et dans le but de faire évoluer ses actions vers toujours plus de qualité. Ces évaluations ont porté notamment sur :

- Les actions de formation du CADTM en 2009
- La présence du CADTM dans les médias alternatifs en ligne au premier au deuxième semestre
- L'impact du CADTM dans la presse imprimée au premier semestre

NB : ces évaluations sont fournies avec le présent rapport sous la forme d'un CD-ROM. Elles sont également disponibles sur le site du CADTM http://www.cadtm.org/spip.php?rubrique224

Deuxième Partie : Axe 1 : Participation, éducation et formation citoyenne

1 – Rapport succinct

1.1. Aperçu global

Comme prévu dans le programme 2007-2011, en 2009, le CADTM a développé ses activités d'éducation permanente autour de trois thématiques:

- thématique 1 : la dette du Tiers Monde
- thématique 2 : les alternatives
- thématique 3 : le mouvement altermondialiste.

Autour de ces trois thématiques, le CADTM a organisé une série d'activités :

- Des conférences et animations grand public
- Des séminaires et week-ends résidentiels de formation
- Des groupes de travail et de réflexion
- Des réunions thématiques
- Des projections de films suivis de débats
- Des échanges internationaux et interculturels
- Une participation pleine au Festival Esperanzah !
- Des réalisations collectives de publication assurant la visibilité de l'association
- Des assemblées populaires

L'ensemble des publics-cibles déterminés dans le cadre du programme 2007-2011 a été visé et a touché en 2009, à savoir :
Le grand public
Le milieu éducatif
La jeunesse
Les communautés issues de l'immigration
Les personnes défavorisées et les chômeurs
Le milieu du travail et les syndicats
Les associations de sans-papiers et leurs collectifs de soutien
Les mouvements sociaux et citoyens
Les organisations de femmes

Au total, le CADTM a réalisé 65 activités en région liégeoise pour un total de 307 heures, ce qui représente un dépassement des objectifs fixés par le décret (260 heures).

Le CADTM a par ailleurs réalisé 26 activités (85 heures) en collaboration avec d'autres et 43 activités d'éducation permanente hors région liégeoise (voir point L).

1.2. Eléments structurants de l'année 2009, évolution par rapport à 2008, et état d'avancement 2010

Nous n'entrons pas ici dans le détail de ces activités. Nous présentons uniquement les évolutions importantes par rapport à l'année 2008, les éléments qui ont structuré l'action du CADTM en éducation permanente sur l'année 2009, ainsi que les perspectives et observations pour 2010.

A. Crise globale et crise de la dette des pays du Nord au cœur des activités du CADTM
B. La consolidation du GTS/CADTM Liège (GTS)
C. La consolidation du Groupe de travail droit (GTD)
D. La consolidation du Groupe liégeois de coordination (GLC)
E. La diversification des activités et des outils d'éducation permanente
F. Le renforcement des journées et/ou séminaires de formation
G. Les réunions thématiques et en particulier le travail sur le féminisme
H. Intervention du CADTM/GTS lors du festival Esperanzah !
I. Consolidation des collaborations
J. Le renforcement et l'évolution du travail sur le passé colonial belge (collectif Mémoires coloniales)
K. Les échanges internationaux et interculturels
L. Les activités d'éducation permanente hors région liégeoise
M. Les animations en milieu scolaire
N. La continuité dans le renforcement des listes de diffusions
O. Le renforcement de la communication et de la diffusion des informations

A. Crise globale et crises de la dette des pays du Nord au cœur de l'activité du CADTM

L'année 2009 a été marquée par l'aggravation des crises alimentaire, économique, sociale, et la crise de la dette au Sud, sans oublier les crises climatique et énergétique. Ces crises, engendrées par l'explosion de la crise financière en 2008, révèlent l'ampleur de la faillite du système économique mondial. Tout comme en 2008, ce contexte global a occupé un espace médiatique important et a suscité des interrogations croissantes chez le public. Ces crises globales ont donc constitué un axe majeur du travail du CADTM en 2009, tant dans son travail d'éducation permanente que dans la production d'analyses (voir troisième partie). Le CADTM a mis l'accent dans son analyse sur l'interconnexion de ces différentes crises (voir le Rapport d'activité 2008, page 43, pour une analyse détaillée de l'interconnexion des crises).

De plus, les populations des pays du sud ne sont plus les seules à subir les conséquences de la faillite de ce système. On assiste à une crise de la dette des pays du Nord (Islande, Grèce ...) engendrant la mise en place de plans d'austérités dictés par le Fond Monétaire International (FMI). Le CADTM a donc logiquement mis l'accent dans son analyse sur le lien entre la dette au Nord et la dette au Sud (augmentation de la dette, discours sur la nécessité de se « serrer la ceinture » et conséquences sociales des mesures d'austérité) et sur la nécessité de construire des alternatives locales et globales. De nombreuses activités ont ainsi été consacrées aux crises et aux alternatives. Le CADTM a ainsi proposés des activités d'éducation permanente permettant à un large public de réfléchir et de s'organiser collectivement et localement pour faire face à cette situation. Citons par exemple les assemblées populaires (activités 25, 48, 63) l'organisation du camp des alternatives (activité 81) ou encore la conférence sur les alternatives locales (activité 91).

Remarques pour 2010
Le CADTM a organisé un week-end de formation du 22 au 24 mai 2010: *Du Nord au Sud de la planète : Des clés pour comprendre la dette publique*
. De la Grèce à l'Amérique latine en passant par la Belgique et les pays de l'Est. Le sauvetage des banques et d'autres recettes néolibérales ont fait exploser la dette publique des pays du Nord. Ce week-end de formation a ainsi permis aux 70 participants de mieux comprendre les enjeux et les conséquences de cette explosion de la dette des pays du Nord

B. La consolidation du GTS/CADTM Liège (GTS)

Créé en mars 2006, le GTS, « Groupe Thomas Sankara », section locale liégeoise du CADTM, est un groupe de réflexion et d'action travaillant dans le cadre des activités d'éducation du CADTM. Flexible, ouvert et adapté pour rassembler et structurer les « énergies » bénévoles liégeoises autour des activités du CADTM, il est constitué à l'heure actuelle d'une quarantaine de membres et réunit régulièrement une quinzaine de personnes. Le GTS/CADTM Liège est un espace de réflexion, de formation et d'action où l'énergie des bénévoles rencontre l'expertise du CADTM.

Considérant qu'il est fondamental de renforcer la sensibilisation et la formation sur la question de la dette en particulier, et le travail du CADTM en général, le GTS/CADTM Liège a mis dès le départ les thématiques suivantes au centre de ses préoccupations : dette, rapports Nord/Sud, alternatives, écologie, lien entre global et local. Plus généralement, les trois grands objectifs du GTS/CADTM Liège sont : se rencontrer, se former, et agir. Le renforcement de la formation s'organise en 2009 autour des mêmes thématiques que celles portées en 2008. (voir rapport d'activité 2008 page 10)

Le GTS/CADTM Liège poursuit ainsi son travail d'éducation permanente en organisant:

- des activités régulières pendant lesquels les membres du GTS se rencontrent pour échanger et se former sur différents thèmes lors de réunions ouvertes et conviviales (généralement les activités débutent par une auberge espagnole). En 2009, 11 réunions ont été organisées afin de poursuivre le renforcement des capacités des membres du GTS/CADTM Liège en fonction des spécialités et compétences de chacun. C'est aussi l'occasion de planifier et d'organiser collectivement les activités à venir ou de faire le bilan des activités passées.

- des activités ponctuelles et ouvertes à un large public. Ces activités mobilisent l'ensemble des membres du GTS/CADTM Liège, qui décident collectivement de leur forme et de leur contenu. Ces activités sont notamment l'occasion de faire connaître le travail du GTS/CADTM Liège et de faire venir de nouveaux membres. Lors de l'organisation de ce type d'activité, le GTS/CADTM Liège réalise un effort de communication accru.

En 2009, le GTS/CADTM Liège a préparé et réalisé diverses activités dirigées vers un large public dont:

- Le Week-end Résistances
- Les conférences-débats
- Les projections de films, suivies de débats
- Le Festival Esperanzah!
- Les assemblées populaires

- Une grande journée de mobilisation et de sensibilisation « le camp des alternatives »
- La réalisation de vidéos

Remarques pour 2010
En 2010, pour toucher un public plus large encore le GTS/CADTM Liège souhaite renforcer le travail de réalisation et de diffusion de vidéos sur ses thématiques de travail et sur ses activités.

C. La consolidation du groupe de travail droit (GTD)

Le groupe de travail droit est constitué de personnes, juristes et non-juristes, intéressées par des recherches dans le domaine du droit national et international, en lien avec les thématiques centrales du CADTM. Virginie de Romanet, diplômée en Langues Etrangères Appliquées, et Renaud Vivien, diplômé en master de droit international, en sont les responsables, et ce groupe réunit une douzaine de personnes. Ce groupe de travail est au cœur du travail du CADTM. En 2009, il s'est réuni 5 fois et a été responsable de l'organisation des deux week-ends de formation droit (voir point F).
Il est à noter que lors des week-end de formation, le groupe droit fait un effort pour toucher un public cible spécifique. Par exemple lors du week-end sur « Dette et migrations », le CADTM a invité France Arest du CRACPE (le Collectif de Résistance Aux Centres Pour Étrangers) et de Fabien Ngoma, porte parole de l'UDEP à intervenir comme conférencier. De plus soulignons que la formation était gratuite pour les sans papiers qui y ont participé.

NB : Le travail du GTD de Liège se réalise en coordination avec le groupe droit « international » du CADTM (subsidié par la DGCD), notamment responsable des séminaires internationaux sur le droit et la dette. Le 27 novembre 2009, ce groupe a organisé une journée sur le PIDESC (Pacte international sur les droits économiques sociaux et culturels. Cette activité (en français et en flamand) s'est déroulée à la Maison des parlementaires et été « parrainée » par deux parlementaires de partis politiques différents. L'enjeu était en premier lieu de sensibiliser les citoyens belges sur les moyens juridiques de protection des droits économiques sociaux et culturels et les enjeux de la ratification par les Etats du Protocole additionnel au PIDESC. L'objectif de cette journée était également de sensibiliser les citoyens et d'interpeller les parlementaires sur les obligations territoriales et extra-territoriales de la Belgique pour la mise en œuvre effective des droits économiques sociaux et culturels. Enfin ce séminaire à été l'occasion de mobiliser la société civile pour le respect effectif des droits économiques sociaux et culturels.
Cette journée a été co-organiser avec le FIAN (Food First Information and Action Network) et à fait à différentes associations (CNCD, Amnesty International, Ligue belge des droits de l'homme, El Andino) pour toucher un public plus large.

D. La consolidation du Groupe liégeois de coordination

Comme indiqué dans le rapport 2007 et dans le rapport 2008, le GLC est un groupe de coordination, de relais entre le CADTM et ses différents groupes (GTS, GTD). Le but principal est d'assurer une implication et une participation encore plus grande des milieux populaires liégeois aux activités du CADTM (pour le détail des objectifs de ce groupe, se référer aux rapport d'activité 2008, page 15). Pour atteindre ses objectifs, le GLC s'est réuni, de manière la plus large possible, 6 fois en 2009.

E. La diversification des activités et des outils d'éducation permanente

Le CADTM a sans cesse le souci de toucher un public plus large, et cherche donc à diversifier au maximum les supports et les formes de ses activités, pour rendre son analyse accessible au plus grand nombre. Le CADTM a engagé tout au long de l'année 2009 une forte réflexion sur les moyens, les méthodes et les stratégies de sensibilisation, de mobilisation et de formation. Cette réflexion a été un point clé de ses actions en éducation permanente et l'a poussé à sortir des « sentiers battus » pour proposer des activités nouvelles et originales.

- Des activités diversifiés:

En 2009 le CADTM a continué d'organiser des activités diversifiées telles que :

- Projection films/débats
- Réunions thématiques/ateliers
- Conférences/débats
- Séminaires de formation
- Création de vidéos
- Promenade / visite guidée engagée
- Un cycle de formation

Notons des nouveautés comme:

- Les assemblées populaires
- Le camp des alternatives

Les assemblées populaires

En 2009, le GTS/CADTM Liège a lancé un processus d'assemblées populaires. Ces assemblées ont pour objectif de répondre à l'appel des mouvements sociaux lancé lors du Forum social mondial (FSM) de Belém (http://www.cadtm.org/spip.php?article4079) en impulsant une large mobilisation populaire. Les assemblées populaires sont des espaces d'échange, de discussion, de formation et d'information. Ouvertes à toutes et tous, elles se veulent être un lieu où des personnes réfléchissent et construisent ensemble des alternatives aux crises globales en cours. Le GTS/CADTM Liège y joue un rôle moteur, en apportant les aspects logistiques d'organisation et de communication, mais il est surtout un « acteur référent » en impulsant les thématiques de réflexions et d'actions comme les crises internationales, l'altermondialisme, les alternatives locales et globales.

Trois assemblées populaires ont eu lieu en 2009. Elles ont réuni jusqu'à 110 personnes. Ces assemblées ont été un grand succès et ont constitué une activité phare pour le GTS/CADTM Liège en 2009. Elles ont également été pour le milieu liégeois une sorte « d'électrochoc positif » quant à la capacité de chacun de rassembler, de discuter, de s'écouter et de construire des projets collectifs. Au delà des divergences, des origines (associatives, syndicalistes, politiques, ...), il y a un vrai terrain d'unité qu'il est nécessaire de renforcer.

Le camp des alternatives

Dans le cadre de ces activités, le GTS/CADTM Liège a organisé un « camp des alternatives » à Liège, le dimanche 11 octobre 2009, à l'occasion de la « journée internationale de mobilisation pour la Terre Mère (contre la colonisation et la marchandisation de la vie ». Ce camp qui a rassemblé sur toute la journée 500 personnes, a été l'occasion de réunir un grand nombre de citoyens afin de recenser et d'organiser collectivement des alternatives locales pour le développement d'une ville socialement juste et écologiquement soutenable, sans négliger la nécessité de la mise en place d'alternatives globales.

Un compte rendu complet de cette activité est disponible sur le site du CADTM: http://www.cadtm.org/Camp-des-alternatives-de-Liege

Précisons que le camp des alternatives et l'assemblée populaire liégeoise ont été l'occasion de continuer à utiliser le théâtre de rue, le tribunal populaire et la musique, comme des outils de sensibilisation des citoyens. Ces techniques, inaugurées en 2008 à l'occasion de l'activité « Tchant-Ché donne un coup de boule au G8 ! » continuent donc de porter leurs fruits et leurs graines de militants !

Ces activités ont été l'un des temps forts pour le GTS/CADTM Liège dans son travail d'éducation permanente, et ont constitué un succès à différents niveaux :

- en termes de participation, tant au niveau des personnes qui ont pris part à la préparation et la réalisation du projet, qu'au niveau des personnes sensibilisées.
- en termes de collaborations, puisque cette activité a été réalisée avec plusieurs associations ou collectifs belges dont de nombreux liégeois : le Beau Mur, Cens-équivoque, Cafez, Aquilone, les jeunes de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), l'organisation des Sans Papiers (OSP), le MIR-IRG (Mouvement International de la Réconciliation Internationale des Résistant-e-s à la Guerre), etc... ainsi que des artistes liégeois (Upercut, Xamanec, etc.)
- en termes de dynamique interne au GTS/CADTM Liège : en effet, la dimension multidisciplinaire du projet, abordée tant de manière local que globale, a permis à de nouvelles personnes de connaître le GTS/CADTM Liège et de le rejoindre. Cette journée a proposées et portées des alternatives concrètes par le biais artistique (musique, projections de documentaire, expositions). Ces alternatives portaient l'écologie (potager urbain, construction en paille), l'économie (annulation de la dette du tiers monde, monnaie locale), les stratégies (solidarité, formation à la non violence)... La réussite de cet événement a élargi l'horizon de ce que GTS/CADTM Liège peut réaliser en terme d'animations, et a lancé une réflexion sur une diversification plus grande des activités et sur les différents moyens de toucher le public. Cette réflexion a d'ailleurs abouti au choix des ateliers organisés dans le cadre du troisième Week-end Résistances en 2009 (voir point F).

Remarque pour 2010

En 2010 les assemblées populaires liégeoises continuent d'avoir lieux lors de différentes activités liégeoises, sans que les initiatives soient spécifiquement portées par le GTS/CADTM Liège. On peut par exemple citer l'organisation d'une assemblée populaire lors de la journée « Terra Madre » organisé par le Beau Mur le 21 mars 2010, dans le cadre de la semaine de la solidarité. Le CADTM y a tenu, en compagnie du CNCD et d'Entr'aide un stand sur Haïti, tandis que le GTS/CADTM Liège a proposé la projection de documentaires et la tenue d'une assemblée populaire sur les alternatives et les initiatives de transition.(http://www.cadtm.org/Journee-Terra-Madre-de-soutien-a-l). Ainsi les assemblées populaires constituent un véritable outil de discussion, d 'échange et de rencontre citoyen qui a été mis en place.

Des outils et supports augmentés et actualisés:

Un effort particulier est également fait pour diversifier les outils et supports utilisés en éducation permanente.

En 2009, le CADTM a utilisé les outils et supports suivants :

- la bande dessinée de Damien Millet et Frédéric Chauvreau *Le Système Dette. Tome 1 : La Paz.* Voir la présentation sur le site : http://www.cadtm.org/spip.php?article4065

- les jeux pédagogiques (principalement le Sudestan)
- les vidéos. Quelques vidéos ont été réalisées et ont été visionnées par un grand nombre de personnes. On peut citer par exemple une interview d'Éric Toussaint qui présente Thomas Sankara. (Cette vidéo a été visionnée plus de 1000 fois sur le site du CADTM et sur Dailymotion)
- les diaporamas et enregistrements audio. Un effort est poursuivie pour mettre en ligne les diaporamas et enregistrements des exposés donnés lors des formations et conférences.
- Un dépliant contenant des informations clés sur la dette du Tiers Monde. Présent sur tous les stands et au cours de toutes les activités publiques. Cet outil a été victime de son succès, imprimé à plus de 1000 exemplaires, il a été réimprimé en 2010 à 2000 exemplaires).
- Le livre « La Crise, Quelles crises? ». Cet ouvrage signé Damien Millet et Eric Toussaint constitue un réel outil d'éducation permanente. Il présente l'interconnexion des crises et propose des alternatives.
- Le livre « 60 questions, 60 réponses sur la dette, la Banque Mondiale et le FMI » également co-signé par Damien Millet et Eric Toussaint est utilisé comme un véritable manuel sur la dette. Un cycle de formation a été réalisé sur base de cet ouvrage (voir point F).

Remarques pour 2010

Depuis début 2009, le CADTM travaille à la création d'une mallette pédagogique sur le féminisme, avec photos, films, diaporamas, et supports écrits, l'ensemble constituera un module de formation sur le genre qui aura lieu fin 2010.

Notons également qu'en 2010, un stagiaire, Martin Biot, a d'ailleurs eu pour « mission » d'actualiser le répertoire des outils pédagogiques sur la dette. Un premier répertoire avait été réalisé en 2005 par Samuel Chopart, également en stage au CADTM. Le nouveau répertoire a permis à l'équipe de permanent et de bénévoles d'identifier et de découvrir de nombreux outils de sensibilisation et de les partager avec d'autres intervenants en éducations permanente[1].

Enfin, le deuxième tome de la BD « *le système dette: Kinshasa »* sur la dette odieuse est sortie en 2010. Cette BD constitue un excellent outil pédagogique, certaines planches sont par exemple distribuées en formation pour illustrer de manière concrète les thématiques du CADTM. On peut par exemple citer les planches des pages 13 et 14, sur le barrage INGA en RDC qui constitue un cas de dette odieuse.

Remarque pour 2011

Les alternatives étant une problématique centrale du CADTM et un enjeu croissant dans le contexte actuel, en 2011, le CADTM sortira un nouvel ouvrage sur les alternatives. Celui-ci, en cours de préparation est écrit par Olivier Bonfond, membre permanent du CADTM. Cet ouvrage constituera un nouvel outil pédagogique qui sera utilisé dans le cadre de formation.

F. Le renforcement des journées et/ou séminaires de formation

S'appuyant sur les évaluations des formations qui indiquaient un intérêt pour les journées complètes et les week-ends résidentiels de formation, le CADTM a dès 2006 décidé d'augmenter le nombre de ce type d'activités. En 2009, l'effort a été poursuivi puisque le CADTM a réalisé 9 activités de formations (journée ou séminaire), contre 4 activités en 2008. La réalisation de ces activités (préparation et réalisation) représente plus de 100 heures d'activité.

1 http://www.cadtm.org/Le-repertoire-des-outils

1. *les deux week-ends résidentiels de formation du Groupe de travail droit (GTD)*

Activités n°53 et 87 dans le tableau de détail des activités.
Suite au succès des week-end de formation organisés en 2008, le Groupe de travail droit (GTD) a décidé de réitérer l'expérience en organisant en 2009 deux week-ends résidentiels de formation. Ces activités ont été préparées et animées par les membres du GTD. Le choix d'étaler la formation sur un week-end a permis davantage d'approfondissement des thématiques traitées et d'interaction avec et entre les participants.

Le premier week-end, les 16 et 17 mai 2009, sur le thème « Dette et migration » a rassemblé une trentaine de participants. « *Partout en Europe, les droits des migrants, que tous les Etats sont pourtant tenus de respecter, sont bafoués au motif que les pays riches seraient incapables d'accueillir « toute la misère du monde ». Cette affirmation est non seulement fausse puisque la majorité des flux migratoires se fait entre les pays du Sud mais, surtout, elle feint d'ignorer les véritables causes de l'immigration. Le groupe Droit du CADTM vous invite à réfléchir ensemble à ces questions grâce à des témoignages de sans-papiers, juristes et autres militants.* »
Ce week-end a permis aux participants de découvrir les liens entre « dette et pauvreté » et « pauvreté et migration » et de mieux comprendre l'histoire des migrations, leurs causes et leurs diverses formes. Ce week-end a également été l'occasion de revenir sur les politiques migratoires européennes, sur les alternatives et solidarités possibles.
Le programme de cette formation est disponible sur le site du CADTM: http://www.cadtm.org/IMG/article_PDF/article_a4353.pdf

Le deuxième week-end de formation organisé par le GTD les 14 et 15 novembre a réuni 25 participants autour du thème « Réparations ». La restitution et les réparations des dettes écologiques, climatiques, économiques, sociales et historiques, sont une revendication majeure des mouvements sociaux. Ainsi, le travail du CADTM sur cette question s'inscrit dans la dynamique collective du travail des campagnes internationales qui luttent contre sur la dette. Du 12 au 18 octobre 2009, la Semaine d'Action Mondiale contre la Dette et les Institutions financières internationales à l'initiative des campagnes "dette" dont le CADTM est une cheville ouvrière, se déroulait sous la revendication commune "*On en a assez des fausses solutions : Les peuples et la Planète ont besoin de l'Annulation de la Dette et des Réparations TOUT DE SUITE !*". Cette formation a permis aux participants de prendre connaissance des différentes formes de réparations possibles, à travers des exemples historiques, grâce à l'étude de 6 cas et à travers des perspectives nouvelles avec l'analyse de 8 autres cas. Le programme de cette formation et les enregistrements audio des exposés sont disponibles sur le site du CADTM:
http://www.cadtm.org/IMG/article_PDF/article_a4768.pdf

2. *Le deuxième Week-end Résistances*

Activité n° 27 dans le tableau de détail des activités.
Le GTS/CADTM Liège a organisé la troisième édition du week-end résistances, sur le thème « *Des résistances aux alternatives. Comment agir ici ?* » du 1er au 3 mai 2009. 25 personnes ont participé au week-end résidentiel de formation.
Reprenant la formule des années précédentes, tout en s'inscrivant dans la dynamique des assemblées populaires, ce séminaire résidentiel proposait de dresser un bilan des luttes sociales au Nord et au Sud et du mouvement altermondialiste pour mieux construire aujourd'hui les alternatives locales. Les différents ateliers visaient à former à différentes techniques d'expression pouvant être utiles dans l'éducation permanente et la sensibilisation : audiovisuel, théâtre-action, « clown-army », calicots et affiches.

Ce week-end a été très riche, avec de nombreux intervenants, et des ateliers très constructifs. De nouveau, le week-end était entièrement auto-géré, avec de la nourriture biologique et locale. Un accent particulier a été accordé à la mise en place d'alternatives locales en lien avec l'analyse des problématiques globales.

Les principales activités ont été : (Le programme de ce week-end est disponible sur le site du CADTM : http://www.groupesankara.be/spip.php?article764)

- Table ronde sur « *D'hier à aujourd'hui quelles résistances ? Discussion / débat avec des exemples en Europe, en Afrique et ailleurs*» avec Sébastien Alzerreca (Survie / CADTM Togo) et Claude Quémar (président du CADTM France). Cet exposé a notamment mis en lumière différents modes de résistances à travers l'histoire et le monde en insistant sur les nécessités de faire converger les mouvements et réseaux.
- Ateliers pratiques pour découvrir des techniques de sensibilisation, de mobilisation et de communication:
  - Atelier Vidéo : Comment filmer le mieux possible actions et interviews, par Eric De Ruest (CADTM et technicien audiovisuel)
  - Atelier « clowns army » : désobéissance civile pacifique, techniques et pratiques.
  - Atelier théâtre de rue : interpeller et sensibiliser sur les différentes thématiques qui nous (pré)occupent. Par Roland (des Acteurs de l'ombre)
  - Atelier banderoles et pochoirs : Pour rendre visibles nos revendications.
- Plénière « En route vers la transition et les alternatives » aux crises du capitalisme (écologique, alimentaire, sociale, énergétique)
  Intervention sur le concept théorique et pratique de « Villes en transition » (par les Amis de la Terre)
- Le week end s'est achevé par une plénière de synthèse, « maintenant on y va ! »

Remarques pour 2010
Dans la continuité de lier réflexions, formations et pratiques le 4ème week-end résistances qui a eu lieu les 24 et 25 avril 2010 a été organisé dans les locaux de l'asbl Cense équivoc à Hannut. Les participants ont été pleinement actif tout au long du week-end à travers des ateliers de formation en permaculture, enrichie d'une réflexion sur la relocalisation de l'agriculture. Cette mise en pratique c'est faite dans le cadre d'une perspective d'alternatives envisagées dans un cadre global de changement des rapports Nord-Sud.

3. *Le cycle de formation « 60 questions, 60 réponses sur la dette, la Banque Mondiale et le FMI »*

Damien Millet et Eric Toussaint, ont actualisé et augmenté en 2008 le livre « 50 questions/50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale » paru en 2002. Il faut dire que ce livre a constitué un véritable succès d'édition. Il a été traduit en anglais, en espagnol, en portugais, en italien, en arabe, en coréen et en japonais. C'est pour cela que les auteurs se sont remis au travail pour obtenir une version entièrement renouvelée qui prend en compte de nouvelles questions.
Ce livre répond à différentes objections. Une fois libérés de leur dette extérieure, les pays ne risquent-ils pas de retomber dans le piège d'un endettement insoutenable ? Les régimes dictatoriaux et corrompus ne vont-ils pas profiter d'une annulation de la dette ? Les contribuables des pays du Nord ne vont-ils pas faire les frais d'une annulation ? Chine, Amérique latine, fonds souverains, fonds vautours, quel rôle pour ces nouveaux acteurs de premier plan ? Le remplacement de la dette publique externe par la dette publique interne constitue-t-il une solution? Quels liens entre la dette et la crise alimentaire mondiale qui a commencé en 2007-

2008 ? Les auteurs montrent que l'annulation de la dette, condition nécessaire mais non suffisante, doit être accompagnée d'autres mesures. Ils posent aussi la question : qui doit à qui ? Ils soutiennent la demande de réparations.
Chaque chapitre traite d'un thème complet, découpé en questions précises. Les réponses, claires sans être simplistes, sont agrémentées de graphiques et tableaux qui facilitent la compréhension. L'ouvrage constitue donc un instrument pédagogique de grande qualité à la portée de tous et toutes.

En 2009, sur base de ce nouvel ouvrage *« 60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale»* le CADTM a mis au point un cycle de formation. En 6 séances (voir les activités 6, 9, 17,29, 39 et 49) les participants ont été invité à découvrir le système de la dette, de son histoire à ses évolutions les plus récentes en passant par les conséquences les plus dramatiques comme par les alternatives les plus audacieuses.

1ere séance: Pourquoi la dette empêche le développement du Tiers Monde?
2eme séance: Quel rôle jouent la Banque mondiale et le FMI et d'autres acteurs dans le blocage du développement du Tiers Monde?
3eme séance: La crise de la dette du Tiers Monde : qui en sont les responsables?
4eme séance: Comment le Nord a tiré profit de la crise de la dette jusqu'à aujourd'hui?
5eme séance: Une annulation totale et inconditionnelle de la dette du Tiers Monde...est-ce possible?
6eme séance: L'annulation totale et inconditionnelle de la dette du Tiers Monde... d'accord et après?

Cette formation a réuni entre 20 et 30 participants selon les séances. Chaque séance était présentée par deux membres permanents du CADTM qui sous forme d'exposé répondait à une question précise. Ces questions renvoyaient à plusieurs chapitres du livre qui étaient communiqué à l'avance aux participants. Notons que le prix d'inscription pour cette activité (35 € ou 23 €) comprenait l'acquisition du « manuel » au prix de 5€ au lieu de 18€.

Remarque pour 2010:
Le cycle de formation « 60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale » a été renouvelé en 2010 et a été dédoublé en 2 cycles, le premier se déroulant Liège et le second à Bruxelles. Chaque cycle a été réduit à 4 séances. Ce changement de formule a été réalisé suite à la prise en comptes des évaluations rendus par les participants de 2009. En effet certains d'entre eux venaient de Bruxelles et souhaitaient que cette formation soit dispensée dans la capitale. D'autre part, tous n'avaient pas la possibilité de suivre 6 séances (chaque séance se déroulait le samedi pendant 7 heures). Cette nouvelle formule, en 4 modules, s'est avérée très satisfaisante car elle offrait également 2 dates pour une même séance (une à Bruxelles et une à Liège). De plus, les membres du GTS/CADTM Liège, des sympathisants et des stagiaires du CADTM ont été associé à la présentation des séances.
Notons également que les supports pédagogiques ont été enrichis. Outre les diaporamas, les intervenants ont utilisé des jeux pédagogique (dont le Sudestan) et des films.

Remarque pour 2011, 2012 et 2013
En 2011, 2012 et 2013, le CADTM organisera des cycles de formation (étalé sur 4 à 5 séances le samedi pour permettre la participation du plus grand nombre) autour de ses publications. En 2011, ce cycle portera sur la question des alternatives en se basant sur le livre d'Olivier Bonfond. Le cycle de 2012 portera quant à lui sur le FMI et de la Banque mondiale, sur base du livre de Myriam Bourgy et de Renaud Vivien sur le FMI et du livre d'Éric Toussaint sur la Banque

mondiale. En 2013, le CADTM proposera un nouveau cycle sur la dette du tiers-monde au sens large, comme ce fut le cas en 2010. Chacune de ces séances sera animée par des membres différents de l'équipe permanente en collaboration avec des bénévoles.

4. *La première université d'été du CADTM (subsidiée par la DGCD)*

La première université d'été du CADTM Europe a eu lieu du 3 au 5 juillet 2009 au centre culturel « La Marlagne », 5100 Wépion (Namur) Belgique. Environ 200 personnes y ont participé. Le thème général était « Face à l'interconnexion des crises à l'échelle mondiale, quelles alternatives ? »
Au cours de ce week-end résidentiel, la crise globale du système actuel a été analysée dans ses multiples dimensions : crise financière, crise sociale, crise de la dette au Sud et au Nord, crise alimentaire, crise climatique, etc. Au-delà du diagnostic, il a été aussi question d'envisager les résistances et les alternatives, de montrer qu'un autre système est aussi nécessaire que possible. Les participants ont discuté dans plus de 20 ateliers et 3 plénières des grandes questions concernant les politiques européennes, la colonisation, la dette au Nord et au Sud, les migrations, le genre, l'altermondialisme, l'écologie, les médias, les crises, les alternatives...
Des parcours thématiques ont été proposés aux participants qui souhaitaient découvrir ou approfondir un sujet en particulier. La diversité et la complémentarité des intervenants (militants, journalistes, écrivains, chercheurs, parlementaires, économistes, ...) ont donné à cette formation une dimension pluridisciplinaire, indispensable pour décoder la complexité et l'interconnexion des crises. Ainsi, nous avons eu l'occasion d'échanger autour des analyses d'intervenants de qualité comme Jean-Marie Harribey, Eric Toussaint, Annick Coupé, Michel Husson, François Houtart, Claude Girod, Jules Falquet, Bruno Jetin... L'université d'été a aussi été l'occasion de découvrir le travail du CADTM, les ouvrages d'analyses, le site internet et les outils pédagogiques que le réseau international met à la disposition du grand public.

Remarque pour 2011:
Au vue de ce succès, le CADTM Europe organisera une université d'été tous les deux ans (en alternance avec l'assemblée mondiale du réseau CADTM International). La prochaine édition aura donc lieu en 2011.

G. Les réunions thématiques et en particulier le travail sur le féminisme

Les réunions thématiques sont préparées par le CADTM ou le GTS/CADTM Liège et sont ouvertes à toutes et tous. Plus généralement, des réunions thématiques sont organisées ponctuellement lorsqu'il y a une demande ou un besoin ressenti de faire le point, d'échanger, de débattre sur un thème ou un événement d'actualité, et ce afin d'en cerner collectivement les enjeux. Il peut également s'agir de réunions thématiques destinées à améliorer le travail du CADTM, comme les réunions thématiques consacrées aux outils pédagogiques, ou de réunions permettant à une ou plusieurs personnes de partager leurs expériences (voyages à l'étranger, participations à des conférences, des événements alternatifs…)
En 2009, 4 réunions thématiques ont été organisées. Celles-ci avaient largement augmenté en 2008 (passant de 15 contre 9 en 2007), notamment suite à la disparition du Groupe de Travail Alternatif (GTA) en tant que groupe formel (voir point F dans le rapport d'activités 2008).
En 2009, la diminution des réunions thématiques résulte d'un choix délibéré. En effet, l'année à été marqué par une augmentation considérable des formations et des conférences. Ces activités ont représentées plus de 150 heures (voir tableau de synthèse des activités en annexe).

Ainsi les réunions thématiques se sont avérées être nécessaire de manière plus ponctuelles. Celles-ci ont traité dans leur ensemble de la question du féminisme. En effet le CADTM s'est engagé à réaliser un travail important sur cette problématique, avec notamment la création d'une mallette pédagogique, composée de photos, films, diaporamas, et supports écrits, en vue de la mise ne place d'un module de formation d'ici fin 2010. Dans ce cadre, il est apparu essentiel d'échanger, de débattre et de s'auto-former sur cette question.
Notons également que la rencontre avec Jules Falquet, auteure de *De gré ou de force* a contribué à la formation sur le féminisme. *Les femmes dans la mondialisation* (activité 86). 25 personnes étaient présentes dont de nombreuses femmes de divers horizons et d'organisations liégeoises travaillant sur la question des femmes (Barricade, la Marche mondiale des femmes ...).

Remarques pour 2010:
Les réunions thématiques sur le féminisme se sont renforcées en 2010, toujours dans le cadre de la réalisation de la mallette pédagogique. Deux réunions thématiques ont été réalisées pour présenter, évaluer et discuter de l'état d'avancement de cet outil. Celui-ci sera au cœur du week-end de formation qui aura lieu fin 2010.
En 2010, 3 autres réunions thématiques ont déjà eu lieu. La première concernait des outils informatiques utiles dans le cadre de travaux de recherche sur la dette ainsi que l'optimisation des présentations et diaporamas utilisés lors de conférence et formation. La seconde concernait la Banque mondiale, dans l'optique d'actualiser l'analyse du CADTM vis à vis de cette institution. Et enfin la troisième a permis aux participants de mieux cerner les enjeux de la dette des pays du Nord, thématique phare du CADTM en 2010.

H. L'intervention du CADTM/GTS lors du festival Esperanzah!

Après les prestations de 2006, 2007 et de 2008, le GTS/CADTM ne pouvait être absent de ce haut lieu de conscientisation et de rencontres citoyennes. Cette activité a été un très grand succès en terme de sensibilisation grâce à espace privilégié au sein du festival: l'espace « *Hasta la Victoria* », grande nouveauté de 2009.

Une nouveauté en 2009 : l'espace « Hasta La Victoria » - un espace de bilan et perspectives
Au cours des éditions précédentes, trois grandes thématiques ont traversé ce festival: la dette des pays du tiers-monde (2004), l'eau (2005) et la souveraineté alimentaire (2006-2007). Au cours de ces éditions, les festivaliers ont été invités à mieux comprendre ces différentes thématiques, mais aussi et surtout à s'impliquer et agir concrètement de différentes manières (pétitions, interpellation politique, actions symboliques, …) pour faire avancer ces revendications : annuler la dette du Tiers Monde, assurer un accès à l'eau pour toutes et tous, garantir la souveraineté alimentaire de tous les peuples du monde.
Mais que s'est-il passé depuis ? Y a-t-il eu des « victoires » ou des « échecs » ? Où en sont les différentes pétitions signées par les festivaliers ? Y a-t-il eu des retours ? Les choses se sont-elles améliorées ? Quelles ont été les conséquences des crises alimentaires, économiques et financières que nous connaissons depuis fin 2007 ? C'est à ces questions que le CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), Oxfam Solidarité et SOS faim, organisations qui travaillent au quotidien sur ces trois grandes thématiques, proposaient de répondre dans l'espace « *Hasta La Victoria* », lieu de rencontre et d'échange à destination des festivaliers et portant sur l'approfondissement des thématiques déjà traitées lors des éditions précédentes. Ce nouvel espace visait donc en quelque sorte à assurer une continuité, un fil rouge entre les différentes éditions du festival.

Tout au long du festival, l'espace « *Hasta La Victoria* », situé dans le jardin suspendu, proposait des activités d'éducation permanente (conférences, débats, théâtre action, jeux éducatifs et interactifs, …), des séances d'information, des discussions informelles, mais aussi du matériel pédagogique (brochures, folders, outils de référence, …)

Plus d'une vingtaine de membres du CADTM/GTS étaient présents durant le festival afin de:

- ***Informer sur le Groupe Thomas Sankara et le CADTM-Bruxelles et leurs actions et diffuser des folders de présentation du CADTM, du GTS et de la dette.***

Les actions du CADTM/GTS étaient présentées comme un moyen parmi d'autres de changer ces situations. Différents folders de présentation avec les actions passées et futures ont été distribués pour inviter les festivaliers à rejoindre ces groupes et les activités qu'ils mettent en place.

- ***Diffuser les productions du CADTM***

Les productions du CADTM (livres, films, revues) étaient à disposition des festivaliers au sein de l'espace « Hasta la victoria ». Cet espace était également un lieu calme et confortable (pourvu de hamacs, fauteuils...) permettant à ceux qui le souhaitaient de découvrir au calme les publications et autres documents d"information

- ***Sensibiliser sur les liens entre la dette des pays du tiers-monde, l'eau et la souveraineté alimentaire et sur les victoires et avancées obtenues sur ces différentes questions.***

Le théâtre action a eu une place importante dans les outils de sensibilisation utilisés lors du festival. Tout d'abord le « tribunal populaire » réalisé en 2008 (voir rapport d'activité de 2008 page 11) a été mis en place durant le festival . Celui-ci interpellait les festivalier sur la responsabilité de certains chefs d'État vis à vis du respect (ou non) des droits humains fondamentaux. Le tribunal était enregistré et diffusé sur radio Esperenzah et sur 48 FM.
D'autre part, un jeu de rôle a été inventé par les membre du GTS/CADTM Liège afin de mettre en avant les victoires et les alternatives. « *Objectifs du jeu: Deviens un-e artisan-e de la Victoire en ridiculisant le discours mensongé des multinationales et des institutions financières internationales. Déroulement du jeu: Sur le chemin de la victoire, il va falloir s'unir. Pars à la recherche des dettes (têtes) à l'envers et récolte des indices pour combattre les spectres de la mondialisation financière. Lorsque tu as résolu l'énigme, rejoins le stand « Hasta la Victoria » et deviens un-e « Artisan-e de la Victoire ». Il sera temps alors de repartir avec ton allié vers une nouvelle aventure pour une joute verbale sans concession qui réduira les spectres de la mondialisation au silence. Si tu en sors vainqueur, vainqueuse, viens nous rejoindre au stand de la victoire où tu seras définitivement admis-e dans la résistance et ensemble, nous pourrons construire un monde plus juste et plus soutenable.* » La création et la mise en place de ce jeu a nécessite une énergie considérable aux membres du GTS/CADTM Liège mobilisés pour l'occasion. Celui-ci n'a pourtant remporté un succès que limité. En effet, en faisant le bilan et l'évaluation de cette activité, les membres du GTS/CADTM Liège ont estimé que le jeu était trop « ambitieux » car trop long et trop complexe dans sa mise en place. Dans le contexte d'un festival, il est difficile d'obtenir « la mobilisation » d'une personne pendant plus de 15 minutes, élément qui n'avait pas été suffisamment mesuré en amont. Cependant, le jeu a constitué une réussite sur de nombreux points. D'abord il a permis à ceux qui l'on créer de s'approprier pleinement la thématique des « victoires » et donc des alternatives. Ensuite, sa préparation et l'engouement suscité ont renforcé le groupe. Pour finir les déguisements (« spectres » et « artisans de la victoire ») ont permis aux militants d'être identifié dans la « masse festivalière » et ont suscité de la part des festivaliers curiosité et échange ...

Remarque pour 2010:
Après avoir porté les thématiques du CNCD durant près de 10 ans, le comité organisateur du

festival a souhaité mettre en avant les alternatives propres au festival. Cinq axes ont été définis: la culture, l'environnement, le social, l'économie, les Relations Nord-Sud. Le CADTM a rejoint cette nouvelle perspective et proposera une animation basée sur deux axes: la dette du tiers monde dans les relations Nord/Sud et la dette écologique.
Cette animation sera intégrée dans "le village des possibles" et sera complémentaire aux autres animations portées par différentes associations.

I. La consolidation des collaborations

Le milieu associatif:

En 2009, le CADTM a continué à renforcer son travail de collaboration avec d'autres associations, organisations et collectifs avec lesquels il collabore régulièrement: ATTAC, Aquilone, Barricade, Casa Nicaragua, Grignoux, le CPCR, la Sudothèque, D'autres mondes, Annoncer la couleur, le CAL, le Beau Mur, le Cercle des cinés, le Carlo Levi, MATM, le collectif « La chauve souris », la Fédé, Horizon, les amis de la Terre, des artistes liégeois (musiciens…)

De nouveaux liens se sont tissés en 2009 et d'autres ont largement été renforcé grâce, notamment, au processus d'assemblées populaires qui a joué un rôle important dans les dynamiques de collaboration dans le milieu associatif liégeois. En effet, le défi des assemblées populaires consistait à agir dans l'unité en respectant la pluralité de stratégies. Le GTS/CADTM Liège, en collaboration avec d'autres associations a relevé ce défi et l'a doublement remporté. Tout d'abord un public tout à fait nouveau et divers a participé à ces activités. Ensuite, de part les assemblées elles même, mais également dans le cadre des projets qui y sont nés, un vrai travaille collectif s'est mis en place donnant lieu à la construction d'alternatives locales.

Rajoutons que comme les années précédentes, les associations liégeoises font régulièrement appel à l'expertise du CADTM. Cela est clairement visible dans le tableau de détails des activités, qui reprend les activités où le CADTM a été invité à réaliser des exposés ou animer des films ou débats (voir parties « grisées »). En 2009, le CADTM a apporté son expertise en collaborant à 26 activités (pour 85 heures) en région liégeoise organisées par d'autres.

Les personnes relais:

De plus, depuis deux ans le CADTM a développé des partenariats pour intervenir régulièrement lors de formations de personnes-relais (activités subsidiées par la DGCD, mais qui contribuent de manière générale aux renforcement des collaborations du CADTM).

- Au sein de la sudothèque à Liège. La sudothèque est une coalition d'ONG de développement liégeoise qui organise des activités sur la thématique des relations Nord / Sud et qui propose un centre de documentation Nord / Sud. Au sein de cette coalition MATM (Mouvement d'action à travers monde) coordonne une formation d'animateurs d'une fréquence mensuelle pendant toute l'année scolaire. Chaque séance est consacrée à une thématique précise. Le CADTM prend en charge durant ce cycle, une séance consacrée à la dette abordée sous formes d'outils pédagogiques et sous forme plus théorique.

- Au sein des cycles de formations d'ITECO - Formation de base « Ici ou ailleurs, que faire ? ». Cette formation s'adresse à des personnes prêtes à remettre en question leurs convictions et leurs pratiques. Son objectif est de permettre de se situer face aux réalités politiques, économiques et culturelles des sociétés industrielles et du tiers monde et aux rapports Nord-

Sud. Cette formation se déroule en quatre sessions de quatre week-end étalés sur deux mois. Le CADTM intervient lors de chaque session lors d'une matinée pour expliquer les relations Nord / Sud et le mécanisme de la dette.

Remarque pour 2010

Au sein de formations FGTB de cadres syndicaux :

Déjà présent de manière ponctuelle, le CADTM renforce de manière conséquente sa collaboration avec la FGTB. Au sein de la FAR (Form'action André Renard) de Liège. Formation mensuelle de délégués syndicaux d'une durée de quatre ans. Le CADTM intervient lors d'une séance pour chaque classe de deuxième année (ce qui représente quatre classes d'une quinzaine de personnes) avec l'outil « sudestan » suivi d'un débriefing et d'un apport théorique sur la dette.

Au sein de l'Ecole des cadres du CEPRé à la FGTB Centre. Formation mensuelle de délégués syndicaux d'une durée de quatre ans. Le CADTM intervient une journée par année et par niveau sous forme de quatre modules thématiques cohérents et suivis sur les quatre ans, sur les thématiques suivantes : dette au Sud, dette au Nord, crises, alternatives.

Le milieu « immigration »

Le CADTM assure une continuité du travail envers le public cible en lien avec les questions des sans-papiers, des migrations, du droit d'asile.

Aux yeux du CADTM, il est fondamental d'intégrer son travail dans les luttes et actions de résistance concrète et locale. A cet égard, la question « brûlante » des sans-papiers en Belgique en général et à Liège en particulier, ne peut laisser indifférentes les associations d'éducation permanente et de formation citoyenne. Depuis deux ans, le CADTM participe aux différentes réunions qui impliquent une série d'organisations locales ou nationales (voir le rapport d'activité 2008 page 18)

De plus, le CADTM propose des formations et des interventions sur la question des migrations comme par exemple le week-end organisé par le groupe droit sur le le thème « Dette et migrations ». Ce week-end a été marqué par la participation de France Arets du CRACPE et Fabien Ngoma, porte-parole de l'UDEP Liège.

De nombreuses animations sur le thème de l'immigration ont également été données par le CADTM en 2009.

Cette question était également largement relayée lors du camp des alternatives du 11 octobre 2009. L'organisation des sans papiers était présente, ainsi que le groupe « migration » de la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne).

Remarque pour 2010:

Le CADTM est partie prenante dans l'organisation du No Border Camp qui aura lieu à Bruxelles du 24 septembre au 3 octobre 2010. Au sein du groupe de coordination, il participe à la préparation de la grande manifestation qui clôturera la semaine d'activité, il proposera des activités de fond (projections, débats, ...) et mobilisera les organisations et les citoyens dans la région liégeoise.

J. Le renforcement du travail sur le passé colonial belge avec la création du collectif Mémoires coloniales

En continuité avec le dynamisme de 2008, de nombreuses activités ont été organisées sur cette thématique en 2009 (voir le rapport d'activité de 2008 qui décrit largement les objectifs et les outils utilisés par le collectif ainsi que l'article de Renaud Vivien, *l'action citoyenne contre la*

propagande coloniale en Belgique : l'apport du Collectif « Mémoires coloniales » publié le 7 mars 2009. http://www.cadtm.org/L-action-citoyenne-contre-la)
Notons qu'il avait été envisagé pour fin 2009 de décentraliser une partie du collectif sur la province de Liège. En raison des nombreuses activités en préparation dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance congolaise (en juin 2010) cette décentralisation se fera à partir de septembre 2010.

En février le collectif Mémoires Coloniales a organisé une conférence « *Berlin II : vers un nouveau partage de l'Afrique ?* » (www.cadtm.org/spip.php ?article4157). Guy de Boeck et Raf Custers ont tenu en haleine 60 participants (dont de nombreux liégeois). La conférence de Berlin organisée à l'initiative de Bismarck en 1884/5, est demeurée le symbole du partage de l'Afrique. Depuis quelques temps, on observe que les gouvernements européens se repositionnent sur la question des économies et des territoires africains. Après avoir laissé, après les indépendances, les multinationales et les Institutions Financières Internationales maintenir leurs intérêts communs, le politique reprend du terrain. Dans le contexte actuel, où les crises du système capitaliste vont avoir des conséquences dramatiques, il apparaît important pour les puissances européens de réaffirmer une domination néocoloniale. De plus, la concurrence chinoise met en péril des prés carrés européens, et « oblige » celle-ci à réaffirmer sa stratégie. Le pillage de l'Afrique a construit l'Europe, celle-ci espère sans doute qu'il la sauvera des crises. (Un compte rendu complet et des photos de la conférence sont disponibles en ligne: http://www.cadtm.org/Berlin-II-Vers-un-nouveau-partage)

De plus, deux promenades coloniales ont été organisées à Bruxelles:
La première a eu lieu le dimanche 19 avril, dans le quartier des casernes à Bruxelles. Guidée par l'historien Guy de Boeck. Une quarantaine de personnes se sont promenées, sous un beau soleil, pour découvrir qui se cache derrière les noms des rues de ce quartier. Partis de la Place du Roi vainqueur dans la commune d'Etterbeek, nous avons sillonné un certain nombre de rues du quartier des casernes dont les noms se réfèrent au passé colonial de la Belgique. Qui dit noms attribués à une rue pense à personnages héroïques. Le furent-ils ? Dans notre promenade, le collectif avait préparé un certain nombre de panneaux de rue qui remplaceraient symboliquement les panneaux officiels. (Un compte rendu complet de cette activité est disponible ici: **http://www.cadtm.org/Pas-de-heros-coloniaux-dans-mon)**

La seconde promenade s'est déroulé le 14 juin 2009 dans le parc de Tervuren. Guidée par Guy De Boeck et Antoine Tshitungu Kongolo, elle a été l'occasion de revenir sur l'exposition universelle de 1897, de rendre hommage aux congolais morts de froid en 1897. De plus la vingtaine de participants ont pu découvrir l'histoire du parc et des bâtiments du musée.

Tout comme en 2008, de nombreux Liégeois (dont certains sont membres ou sympathisants du collectif Mémoires Coloniales, du CADTM, du GTS/CADTM Liège) ont participé à ces activités

Notons également que le collectif continue d'être présent dans la presse écrite. Une carte blanche de Pauline Imbach a, par exemple, ouvert un débat sur le meurtre de Patrice Lumumba dans le Soir en janvier 2009. (**www.cadtm.org/spip.php?article4075).**
.

Remarques pour 2010:
Une des activité qui a marqué l'année fut l'hommage rendu à Patrice Lumumba à Ostende le 17 janvier 2010. Le Collectif Mémoires Coloniales a organisé à Ostende un hommage à Patrice Lumumba, à ses compagnons de lutte et à son combat pour un Congo libre et indépendant. Plus de 100 personnes ont participé à cet événement. La mixité était au rendez-vous puisque jeunes,

moins jeunes, hommes et femmes, congolais-e-s et belges se sont réuni-e-s, sous un soleil radieux, pour rendre un hommage émouvant, au premier ministre du Congo indépendant, assassiné il y a 49 ans, le 17 janvier 1961, avec la complicité de la Belgique.
Le choix d'organiser cette cérémonie à Ostende n'était pas un hasard. Le corps de Patrice Lumumba, d'abord enterré sommairement, a ensuite été entièrement détruit. Certains des agents chargés de cette macabre besogne ont parlé et l'un d'eux, Soete, a expliqué qu'après avoir conservé des dents de Lumumba, il les avait jetées dans la mer du Nord. La cérémonie initialement prévue sur un bateau s'est finalement déroulée sur l'estacade d'Ostende, en raison d'une très forte demande de participation.
Un compte rendu et une vidéo de cette activité sont disponible:**http://www.cadtm.org/Hommage-a-Lumumba-Ostende-17**

L'année 2010, sous l'angle de la colonisation est surtout marquée par le 30 juin 2010 anniversaire des 50 ans de l'indépendance congolaise, un rendez vous auquel le collectif mémoires coloniales a répondu présent.
En juin 2010, les éditions ADEN et le CADTM ont édité le livre « *Promenade au Congo : petit guide anticolonial de Belgique* » de Lucas Catherine. Cet ouvrage qui existait en flamand et qui a largement inspiré les promenades coloniales organisées depuis deux ans par le collectif Mémoires Coloniales a été traduit par Jacquie Dever (membre du collectif) relu, corrigé et augmenté par Pauline Imbach et Denise Comanne du CADTM. Un avant propos et une introduction signés par le CADTM, expliquent pourquoi le CADTM travail sur la colonisation et retrace l'histoire du Congo coloniale jusqu'aux indépendances.
Voilà un nouvel outil pédagogique, un petit guide qui permet au lecteur de découvrir les héritages congolais dans les villes belges. De nombreux participants des promenades coloniales organisées par le collectif demandaient un support écrit, c'est fait ! Suivez le guide.

D'autre part le CADTM a organisé une conférence le 12 juin à Liège avec les célébrés Adam Hochschild et Ludo de Witte[2]. Cette conférence a rassemblée une cinquantaine de personnes et a constitué une très belle activité dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance.

K. Echanges internationaux et interculturels

En 2009, le CADTM a organisé le 7 mars un échange international et interculturel (activité 20) en profitant notamment de la présence de membres d'ATTAC Argentine à Liège. Les membres d'ATTAC Argentine ont présenté la situation économique, sociale, politique de leur pays. Cette présentation s'est poursuivie par un échange avec le public liégeois.

L. Les activités d'éducation permanente hors région liégeoise

Le CADTM ne se limite pas à réaliser des activités d'éducation permanente en région liégeoise. En 2008, le CADTM a réalisé ou participé à 44 activités d'éducation permanente hors région liégeoise pour un total de plus de 139 heures. (Le détail de ces activités est disponible sur demande.)

2 Adam Hochschild écrivain et journaliste américain, est l'auteur en 1998 du célèbre livre « Les Fantômes du roi Léopold II » traduction de King Leopold's Ghost. Alors qu'on croyait tout savoir du règne de Léopold II dans son Etat indépendant du Congo, le journaliste et professeur Adam Hochschild nous démontre qu'il n'en est rien.
Ludo de Witte est l'auteur de l'assassinat de Lumumba. Dans ce livre, l'auteur montre que la Belgique porte la plus grande responsabilité dans ce crime.

Créé à la fin 2006, le CADTM Bruxelles se réunit environ une fois par mois et a à son actif formations, soirées thématiques, organisation d'un ciné-club, d'activités militantes et de sensibilisation. La formation interne organisée lors des week-ends de formation du CADTM permettent aux membres du groupe de Bruxelles de s'approprier la matière pour ensuite dispenser des formations à l'extérieur en particulier dans l'enseignement secondaire ou universitaire que ce soit par le biais du jeu *Sudestan* ou d'animations plus classiques.
En septembre 2009, le CADTM Bruxelles s'est fixé un nouvel agenda de travail qui peut se décrire ainsi : une réunion de préparation des activités entre les militant-e-s tous les mois, l'organisation d'un Ciné-club un mois sur deux et la tenue d'un Repaire « Là-bas si j'y suis » [3] en lien avec la thématique du Ciné-club afin de l'approfondir et d'en discuter collectivement l'autre mois ; ce qui fait chaque mois, une activité en alternance (soit un Repaire, soit un Ciné-club) du CADTM Bruxelles. Ces deux activités ont comme thématiques les relations Nord/Sud, des questions d'actualités politiques, financières, écologiques, etc. et les mouvements sociaux. Elles sont pour le CADTM Bruxelles des supports pédagogiques d'auto-formation de ses membres ainsi que des vecteurs de diffusion et de « rayonnement » du CADTM sur Bruxelles. Leur objectif est notamment d'attirer de nouvelles énergies pour nourrir les initiatives existantes et en développer d'autres.
L'évolution de l'activité du CADTM Bruxelles est très positive. Elle motive ses militant-e-s à continuer et à s'investir, ce qui consolide la dynamique du groupe.

Remarques pour 2010
Comme déjà mentionné dans la partie F, le cycle de formation « 60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale » a été renouvelé en 2010 et a été dédoublé en 2 cycles, le premier se déroulant Liège et le second à Bruxelles. Le cycle de Bruxelles a permis d'augmenter la visibilité du CADTM Bruxelles et d'en renforcer le groupe ainsi que la participation à ses activités.

M. Les animations en milieu scolaire

Il nous paraît également important de signaler que, même si ces activités ne rentrent pas dans le cadre de son « contrat » avec la Communauté française, le CADTM considère comme très important de réaliser un travail en direction du milieu scolaire. En 2009, le CADTM a réalisé 12 animations dans le milieu secondaire et 4 animations dans le milieu supérieur. Le détail de ces activités est disponible sur demande.
Ces activités sont légèrement en baisse par rapport à 2008. En effet la multiplication des séminaires et des cycles de formation ont largement mobilisés l'équipe et les militants du CADTM. Cependant les animations en milieu scolaires restent aux yeux du CADTM un élément très important, et le CADTM souhaite renforcer sa présence dans ces établissements, notamment par le biais de personnes relais, membres des groupes locaux.
En 2009, le CADTM a proposé des interventions sur la dette et les alternatives, ainsi que sur la question des migrations. Une des interventions, réalisée à Verviers, a été l'occasion pour le CADTM d'expliquer aux élèves les causes des migrations et de les accompagner ensuite dans un des centre d'accueil de demandeurs d'asiles de la croix rouge.

3 Qu'est-ce qu'un repaire « Là-bas si j'y suis » ? Tous les jours, sur France Inter et en rediffusion sur le net (www.la-bas.org), l'équipe de Daniel Mermet fait des reportages radio sur des questions sociales et politiques avec un angle d'analyse critique, curieux et des plus intéressants. Cette émission offre une véritable fenêtre ouverte sur le monde à plus de 500.000 auditeurs chaque jour faisant découvrir diverses réalités, luttes, réflexions, etc. Depuis 3 ans, ces auditeurs ont pris l'initiative de se retrouver pour échanger sur des thèmes qui les occupent. Ils ont nommé ces espaces d'échange libres et ouverts LES REPAIRES.

N. La continuité dans le renforcement des listes de diffusions

Le CADTM a inscrit ses actions de communication en 2009, dans la continuité de la stratégie mise en place en 2008. Celle-ci a consisté au renforcement des listes de diffusions et à la suppression du site du GTS/CADTM Liège. Ce changement de stratégie avait été envisagé dès 2008, à la fois dans un souci d'efficacité et d'adaptation aux « pratiques » des internautes militants du CADTM et également en réaction aux différentes difficultés techniques liées au site du GTS/CADTM Liège (Voir le rapport d'activités 2008, page 23). Plus simple d'utilisation et plus accessible pour les Internautes que les forums de discussion en ligne, ces listes ont aussi fonction de forum et permettent également un travail de coordination et d'échanges d'informations. Elles contribuent au renforcement du GTS/CADTM Liège. La liste gts@groupesankara.be a continuer en 2009 de jouer son rôle de coordination, d'échange, de discussion et de partage des information. Après chaque activité plusieurs individus et organisations qui s'y sont impliqués directement ou indirectement y ont été intégré.
Par ailleurs, la liste liege@cadtm.org beaucoup plus large, créée en 2008 afin d'informer de manière ponctuelle les citoyens liégeois sur les activités réalisées par le CADTM et ses partenaires dans la région continue à jouer un rôle important dans la mobilisation et l'information. Cette liste comprend à l'heure actuelle 649 abonnés.

Fort du succès et du dynamisme des listes de discussions, en 2009 d'autres listes ont été créées en fonction des activités menées. Plus restreintes, elles permettent aux membres souhaitant travailler ensemble sur la préparation d'une activité particulière de s'organiser avant de communiquer l'état d'avancement du projet à l'ensemble du groupe. On peut par exemple citer les listes de l'assemblée populaire:
La liste action: actions@appel13mars.collectifs.net qui regroupe une quarantaine personnes qui souhaitent préparer des activités en lien avec les thématiques portées par le GTS/CADTM Liège, comme par exemple le Camp des alternatives qui a eu lieu le 11 octobre 2009
La liste transition: transition@appel13mars.collectifs.net regroupe une quarantaine d'individus souhaitant s'informer et construire des alternatives locales sur le long terme.
La liste information: informations@appel13mars.collectifs.net qui regroupe l'ensemble des participants des assemblées populaires et leur permet de se tenir informés de la dynamique des assemblées et d'échanger des informations. Cette liste compte 141 abonnés.

Remarques pour 2010:
Avec l'évolution du processus des assemblées populaires, qui comme décrit précédemment continuent de s'organiser, sans que le GTS/CADTM soit porteur de la dynamique, ces listes de diffusion sont devenues de réels forums pour les liégeois. Elles sont gérés par le CADTM mais sont mises à la disposition de toute organisation ou personne souhaitant proposer une activité à Liège. Ainsi elles contribuent largement à renforcer les collaborations liégeoises.

Une nouvelle liste a vue le jour en 2010, la liste nouvelles@groupesankara.be qui regroupe 279 personnes. Cette liste est une liste propre au CADTM. Elle permet d'informer toutes les personnes impliquées dans au moins une activité liée au processus de l'assemblée populaire et de donner des nouvelles (articles, activités) du GTS/CADTM Liège.

2 - Tableau de synthèse des activités réalisées en 2009

Tableau de synthèse des activités année 2009 - AXE 1			
Activités	**Nombre d'activités**	**Heures**	**Dates**
Groupe Thomas Sankara	**11**	**31**	06/01 – 12/02 – 02/03 – 07/04 – 23/04 – 05/06 – 12/06 – 22/07 – 01/09 – 17/09 – 12/11
Groupe liégeois de Coordination : GLC	**6**	**26**	8/01 – 10/03 – 11/06 – 29/07 – 22/09 – 25/11
Groupe de Travail Droit : GTD	**5**	**13**	8/01 – 17/03 – 05/05 – 23/06 – 15/09
Conférences et animations grand public	**13**	**56**	20/02 – 21/02 – 20/03 – 19/04 – 14/06 – 27/06 – 29/09 – 8/10- 11/10 – 14/10 – 19/10 – 25/10 – 13/11
Réunions Thématiques	**4**	**10**	23/03 – 23/04 – 09/06 – 13/10
Cycle et séminaire de formation	**12**	**101**	17/01 – 07/02 – 28/02 – 20/03 – 21/03 – 14/04 – 18/04 – (1/06-3/06) – 5/06 – 09/06 – (16/06 -17/06) – (14/10-15/10)
Échanges internationaux et inter-culturels	**1**	**3**	07/03/10
Films / Débats	**2**	**5**	26/02 – 11/06
Festival Esperanzah!	**5**	**46**	15/05 – 17/06 – 18/07 (31/07-02/08) – 21/09
Assemblée populaire liégeoise	**6**	**16**	27/02 – 13/03 – 23/03 – 05/06 – 08/06 - 26/06
TOTAL	**65**	**307**	
Activités où le CADTM co-organise ou collabore	**26**	**85**	NB: ces activités sont « grisées » dans le tableau de détails des activités
Stand d'informations	**1**	**15**	12-nov.
Thématique 1 : La dette du Tiers Monde	**24**	**117**	
Thématique 2 : Les alternatives	**19**	**95**	
Thématique 3 : Le mouvement altermondialiste	**22**	**95**	
TOTAL	**65**	**307**	
Préparation	**6**	**28**	
Réalisation	**56**	**272**	
Évaluation	**3**	**7**	

3 - Tableau de détails des activités réalisées en 2008

NB 1 : Les activités « grisées » sont celles où le CADTM participe activement sans être toutefois au cœur de l'organisation. Les heures indiquées dans ces activités ne sont donc pas comptabilisées dans le total des heures
NB 2 : Les traces matérielles sont disponibles sur demande

Tableau de détail d'activités : AXE 1 - Année 2009

N°			PREP P	PREP H	REA P	REA H	EVAL P	EVAL H	Coll°	Trace mat.
1	Titre :	Groupe Thomas Sankara (GTS) (1)			10	3			non	oui
	Thématique	3								
	Date :	6 janv.								
	Lieu :	Liège								
	forme :	groupe de travail								
	Statut :	activité régulière								
2	Titre :	Groupe de Travail Droit (GTD) (1)			8	3			non	non
	Thématique	1								
	Date :	8 janv.								
	Lieu :	Liège								
	forme :	groupe de travail								
	Statut :	activité régulière								
3	Titre :	Groupe Liégeois de Coordination (GLC) (1)			8	3			non	oui
	Thématique	1								
	Date :	8 janv.								
	Lieu :	Liège								
	forme :	réunion de travail								
	Statut :	activité régulière								
4	Titre :	Manifestation contre l'agression de Gaza			600	2			oui	oui
	Thématique	3								
	Date :	9 janv.								
	Lieu :	Liège								
	forme :	participation manifestation								
	Statut :	activité vers un large public								
5	Titre :	Conférence débat "La dette, la crise au Sud et les alternatives"			17	3			oui	oui
	Thématique	2								
	Date :	10 janv.								
	Lieu :	Maison du Progrès à Herstal								
	forme :	conférence/débat								
	Statut :	activité vers un large public								
6	Titre :	Cycle de formation 60 questions/60 réponse - 1ère séance			30	7			non	non
	Thématique	1								
	Date :	17 janv.								
	Lieu :	Liège								
	forme :	formation								
	Statut :	activité vers un large public								
7	Titre :	Collectif Mémoires Coloniales			12	3			oui	non
	Thématique	3				Collectif Mémoires coloniales				
	Date :	19/01/10								

	Lieu :	Bruxelles				
	forme :	réunion de travail				
	Statut :	Activité régulière				
8	**Titre :**	**Conférence sur la dette écologique**	**30**	**2**	**oui**	**oui**
	Thématique	1			**Entraide et fraternité**	
	Date :	30 janv.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	conférence/débat				
	Statut :	activité vers un large public				
9	**Titre :**	**Cycle de formation 60 questions/60 réponses - 2ème séance**	**25**	**7**	**non**	**non**
	Thématique	1				
	Date :	7 fév.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	formation				
	Statut :	activité vers un large public				
10	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara – GTS (2)**	**12**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	1				
	Date :	12 fév.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	activité régulière				
11	**Titre :**	**Conférence du cycle finances ATTAC**	**50**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Horizon ATTAC**	
	Date :	19 fév.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	conférence/débat				
	Statut :	activité vers un large public				
12	**Titre :**	**Conférence « Berlin II : Vers un nouveau partage de l'Afrique ? »**	**60**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	3				
	Date :	20 fév.				
	Lieu :	Bruxelles				
	forme :	conférence/débat				
	Statut :	activité vers un large public				
13	**Titre :**	**Animation du jeu Sudestan**	**22**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	1			**CPCR**	
	Date :	21 fév.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	animation				
	Statut :	activité vers un large public				
14	**Titre :**	**Collectif Mémoires Coloniales**	**19**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Collectif Mémoires coloniales**	
	Date :	24 fév.				
	Lieu :	Bruxelles				
	forme :	réunion de travail				
	Statut :	Activité régulière				

15	**Titre :**	**Projection du film "La fin de la pauvreté"**		**50**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	2					
	Date :	26 fév.					
	Lieu :	Liège					
	forme :	animation/débat					
	Statut :	activité vers un large public					
16	**Titre :**	**Assemblée populaire liégeoise**	**10**	**2**		**non**	**oui**
	Thématique	2					
	Date :	27 fév.					
	Lieu :	Liège					
	forme :	groupe de travail					
	statut:	activité régulière					
17	**Titre :**	**Cycle de formation 60 questions/60 réponses - 3ème séance**		**25**	**7**	**non**	**non**
	Thématique	1					
	Date :	28 fév.					
	Lieu :	Liège					
	forme :	formation					
	statut:	activité vers un large public					
18	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara – GTS (3)**		**12**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	2					
	Date :	02-mars					
	Lieu :	Liège					
	forme :	groupe de travail					
	Statut :	activité régulière					
19	**Titre :**	**Conférence du cycle finances ATTAC**		**10**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3				**Horizon**	
	Date :	02-mars				**ATTAC**	
	Lieu :	Liège					
	forme :	conférence/débat					
	Statut :	activité vers un large public					
20	**Titre :**	**Échange inter-culturel: GTS/CADTM Liège – ATTAC Argentine**		**14**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	2					
	Date :	07-mars					
	Lieu :	Liège					
	forme :	Groupe de travail					
	Statut :	échange inter-culturel					
21	**Titre :**	**Groupe Liégeois de Coordination (GLC) (2)**		**12**	**4**	**non**	**oui**
	Thématique	1					
	Date :	10-mars					
	Lieu :	Liège					
	forme :	réunion de travail					
	Statut :	activité régulière					
22	**Titre :**	**Collectif Mémoires Coloniales**		**12**	**2**	**oui**	**oui**
	Thématique	3				**Collectif Mémoires coloniales**	
	Date :	12-mars					

	Lieu :	Bruxelles							
	forme :	réunion de travail							
	Statut :	Activité régulière							
23	**Titre :**	**Conférence du cycle finances ATTAC**			**40**	**3**		**oui**	**oui**
	Thématique	3						**ATTAC**	
	Date :	12-mars							
	Lieu :	Liège							
	forme :	conférence/débat							
	Statut :	activité vers un large public							
24	**Titre :**	**Animation sur la dette**			**15**	**5**		**oui**	**oui**
	Thématique	1						**FGTB**	
	Date :	13-mars							
	Lieu :	Marche							
	forme :	animation							
	Statut :	activité vers un large public							
25	**Titre :**	**Assemblée populaire**			**110**	**3**		**oui**	**oui**
	Thématique	2						**Beau Mur**	
	Date :	13-mars							
	Lieu :	Liège							
	forme :	animation							
	Statut :	activité vers un large public							
26	**Titre :**	**Groupe de Travail Droit (GTD) (2)**			**7**	**2**		**non**	**oui**
	Thématique	1							
	Date :	17-mars							
	Lieu :	Liège							
	forme :	groupe de travail							
	Statut :	activité régulière							
27	**Titre :**	**WE Résistances III**	**7**	**2**				**non**	**oui**
	Thématique	2							
	Date :	20-mars							
	Lieu :	Liège							
	forme :	groupe de travail							
	Statut :	organisation d'évènement							
28	**Titre :**	**Conférence sur la crise alimentaire**			**40**	**3**		**oui**	**non**
	Thématique	2						**institut Maria Coretty**	
	Date :	20-mars							
	Lieu :	Angleur							
	forme :	conférence/débat							
	Statut :	activité vers un large public							
29	**Titre :**	**Cycle de formation 60 questions/60 réponses - 4 ème séance**			**15**	**7**		**non**	**oui**
	Thématique	1							
	Date :	21-mars							
	Lieu :	Liège							
	forme :	formation							
	statut:	activité vers un large public							
30	**Titre :**	**Assemblée populaire liégeoise (Bilan)**					**9**	**2**	**non**	**oui**

	Thématique	2				
	Date :	23-mars				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	activité régulière				
31	**Titre :**	**Réunion thématique sur le féminisme**	**8**	**2**	**non**	**oui**
	Thématique	1				
	Date :	23-mars				
	Lieu :	Liège				
	forme :	Groupe de travail				
	Statut :	Activité régulière				
32	**Titre :**	**Stand au Festivanhakam**	**100**	**5**	**oui**	**oui**
	Thématique	1		**L'équipe du Festivanhakam**		
	Date :	28-mars			**Entraide et fraternité**	
	Lieu :	Liège				
	forme :	stand d'information et de sensibilisation				
	Statut :	activité vers un large public				
33	**Titre :**	**Réunion sur Espéranzah! 2009**	**8**	**3**	**oui**	
	Thématique	3			**Oxfam solidarité**	
	Date :	31-mars			**SOS FAIM**	
	Lieu :	Bruxelles			**Esperanzah!**	
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	organisation d'évènements				
34	**Titre :**	**Processus et coordination assemblée populaire**	**10**	**2**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Beau Mur**	
	Date :	3 avr.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	organisation d'évènements				
35	**Titre :**	**Collectif Mémoires Coloniales**	**20**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3		**Collectif Mémoires coloniales**		
	Date :	07-avr.				
	Lieu :	Bruxelles				
	forme :	réunion de travail				
	Statut :	Activité régulière				
36	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara – GTS (4)**	**12**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	3				
	Date :	7 avr.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	activité régulière				
37	**Titre :**	**WE Résistances III**	**6**	**2**	**non**	**oui**
	Thématique	2				
	Date :	14 avr.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				

	Statut :	organisation d'évènements						
38	**Titre :**	**Processus et coordination assemblée populair**	**5**	**2**			**oui**	**oui**
	Thématique	3					**Beau Mur**	
	Date :	15 avr.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	groupe de travail						
	Statut :	organisation d'évènements						
39	**Titre :**	**Cycle de formation 60 questions/60 réponses – 5ème séance**	**20**	**7**			**non**	**non**
	Thématique	1						
	Date :	18 avr.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	formation						
	Statut :	activité vers un large public						
40	**Titre :**	**Promenade anticoloniale**	**40**	**3**			**non**	**non**
	Thématique	3						
	Date :	19 avril.						
	Lieu :	Bruxelles						
	forme :	animation						
	Statut :	activité vers un large public						
41	**Titre :**	**Réunion sur Espéranzah! 2009**	**7**	**3**			**oui**	**oui**
	Thématique	3					**Oxfam solidarité**	
	Date :	21 avr.					**SOS FAIM**	
	Lieu :	Floreffe					**Esperanzah!**	
	forme :	groupe de travail						
	Statut :	organisation d'évènements						
42	**Titre :**	**Réunion thématique sur le féminisme**	**7**	**2**			**non**	**oui**
	Thématique	3						
	Date :	23-avr.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	réunion de travail						
	Statut :	activité régulière						
43	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara – GTS (5)**	**12**	**3**			**non**	**oui**
	Thématique	1						
	Date :	23-avr.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	Groupe de travail						
	Statut :	activité régulière						
44	**Titre :**	**WE Résistances III**	**25**	**25**			**non**	**oui**
	Thématique	2						
	Date :	du 1 au 3 mai						
	Lieu :	Modave						
	forme :	programme d'éducation non formelle						
	Statut :	activité vers un large public						
45	**Titre :**	**WE Résistances III**			**9**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	2						
	Date :	05-mai						

	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	organisation d'évènement				
46	**Titre :**	**Groupe de Travail Droit (GTD) (3)**	**8**	**2**	**non**	**oui**
	Thématique	1				
	Date :	05-mai				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	activité régulière				
47	**Titre :**	**Processus et coordination assemblée populaire**	**5**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Beau Mur**	
	Date :	05-mai				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	organisation d'évènement				
48	**Titre :**	**2 ème Assemblée populaire liégeoise**	**110**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Beau Mur**	
	Date :	08-mai				
	Lieu :	Liège				
	forme :	animation				
	Statut :	activité vers un large public				
49	**Titre :**	**Cycle de formation 60 questions/60 réponses – 6 ème séance**	**25**	**7**	**non**	**oui**
	Thématique	2				
	Date :	09-mai				
	Lieu :	Liège				
	forme :	formation				
	Statut :	activité vers un large public				
50	**Titre :**	**Projection « Comment l'Islande a changé de gouvernement »**	**10**	**2**	**non**	**oui**
	Thématique	1				
	Date :	11-mai				
	Lieu :	Liège				
	forme :	animation				
	Statut :	activité vers un large public				
51	**Titre :**	**Collectif Mémoires Coloniales**	**15**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Collectif Mémoires coloniales**	
	Date :	12-mai				
	Lieu :	Bruxelles				
	forme :	réunion de travail				
	Statut :	Activité régulière				
52	**Titre :**	**Réunion Espéranzah! 09**	**7**	**2**	**oui**	**non**
	Thématique	3			**Oxfam solidarité**	
	Date :	15-mai			**SOS FAIM**	
	Lieu :	Bruxelles			**Esperanzah!**	
	forme :	groupe de travail				

	Statut :	organisation d'évènement				
53	**Titre :**	**Week-end du groupe droit « dette et migration »**	**30**	**15**	**oui**	**oui**
	Thématique	1			**CRACPE**	
	Date :	16 et 17 mai			**LDH**	
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de réflexion				
	Statut :	activité vers un large public				
54	**Titre :**	**Processus et coordination assemblée populair**	**10**	**2**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Beau Mur**	
	Date :	20-mai				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	organisation d'évènement				
55	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara – GTS (6)**	**10**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	3				
	Date :	05-juin				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	activité régulière				
56	**Titre :**	**Réunion Thématique: présentation mallette féminisme au GLC**	**14**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	3				
	Date :	09-juin				
	Lieu :	Liège				
	forme :	Groupe de travail				
	Statut :	Activité régulière				
57	**Titre :**	**Groupe Liégeois de Coordination (GLC) (3)**	**12**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	1				
	Date :	11-juin				
	Lieu :	Liège				
	forme :	réunion de travail				
	Statut :	activité régulière				
58	**Titre :**	**Manifestation de soutien aux sans papiers**	**50**	**2**	**oui**	**oui**
	Thématique	3				
	Date :	12-juin				
	Lieu :	Liège				
	forme :	participation manifestation				
	Statut :	activité vers un large public				
59	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara – GTS (7)**	**10**	**2**	**non**	**oui**
	Thématique	3				
	Date :	12-juin				
	Lieu :	Liège				
	forme :	groupe de travail				
	Statut :	organisation d'évènement				
60	**Titre :**	**Promenade anticoloniale à Tervuren**	**20**	**4**	**non**	**oui**
	Thématique	3				

	Date :	14-juin						
	Lieu :	Bruxelles						
	forme :	animation						
	Statut :	activité vers un large public						
61	**Titre :**	**Esperanzah! Coordination**	**25**	**3**			**non**	**oui**
	Thématique	3						
	Date :	17-juin						
	Lieu :	Liège						
	forme :	groupe de travail						
	Statut :	organisation d'évènement						
62	**Titre :**	**Groupe de travail Droit (GTD) (4)**			**10**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	1						
	Date :	23-juin						
	Lieu :	Liège						
	forme :	groupe de travail						
	Statut :	activité régulière						
63	**Titre :**	**3ème Assemblée populaire**			**40**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	2					**Beau Mur**	
	Date :	26-juin						
	Lieu :	Liège						
	forme :	animation/débat						
	Statut :	activité vers un large public						
64	**Titre :**	**Animation de sensibilisation sur l'alimentation bio et locale**			**10**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	2						
	Date :	27-juin						
	Lieu :	Liège						
	forme :	animation et sensibilisation						
	Statut :	activité vers un large public						
65	**Titre :**	**Esperanzah! Coordination**			**21**	**9**	**non**	**oui**
	Thématique	3						
	Date :	18-juil.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	groupe de travail						
	Statut :	organisation d'évènement						
66	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara (GTS) (8)**			**15**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	3						
	Date :	22-juil.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	groupe de travail						
	Statut :	activité régulière						
67	**Titre :**	**Groupe Liégeois de Coordination (GLC) (4)**			**10**	**6**	**non**	**oui**
	Thématique	1						
	Date :	29-juil.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	réunion de travail						
	Statut :	activité régulière						

68	**Titre :**	**Festival Espéranzah!**	**12**	**30**		**non**	**oui**
	Thématique	3					
	Date :	31 juillet au 2 aout					
	Lieu :	Floreffe					
	forme :	Stands et animations					
	Statut :	activité vers un large public					
69	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara (GTS) (7)**	**10**	**3**		**non**	**oui**
	Thématique	2					
	Date :	1er sept					
	Lieu :	Liège					
	forme :	groupe de travail					
	Statut :	activité régulière					
70	**Titre :**	**Collectif Mémoires Coloniales**	**20**	**3**		**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Collectif Mémoires coloniales**		
	Date :	08-sept.					
	Lieu :	Bruxelles					
	forme :	réunion de travail					
	Statut :	Activité régulière					
71	**Titre :**	**Groupe de Travail Droit (GTD) (5)**	**8**	**3**		**non**	**oui**
	Thématique	1					
	Date :	15-sept.					
	Lieu :	Liège					
	forme :	groupe de travail					
	Statut :	activité régulière					
72	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara (GTS) (8)**	**8**	**2**		**non**	**oui**
	Thématique	3					
	Date :	17-sept.					
	Lieu :	Liège					
	forme :	groupe de travail					
	Statut :	activité régulière					
73	**Titre :**	**Conférence sur Asie et Amérique Latine lors de l'université d'été d'ATTAC**	**120**	**3**		**oui**	**non**
	Thématique	1 et 2				**ATTAC**	
	Date :	20-sept.					
	Lieu :	Liège					
	forme :	conférence/débat					
	Statut :	activité vers un large public					
74	**Titre :**	**Esperanzah! Bilan**			**10**	**2**	**non**	**oui**
	Thématique	3					
	Date :	21-sept.					
	Lieu :	Liège					
	forme :	réunion de travail					
	Statut :	activité régulière					
75	**Titre :**	**Groupe Liégeois de Coordination (GLC) (5)**	**10**	**5**		**non**	**oui**
	Thématique	1					
	Date :	22-sept.					

	Lieu :	Liège						
	forme :	réunion de travail						
	Statut :	activité régulière						
76	**Titre :**	**Camp des alternatives à Liège 11 octo**	**6**	**5**			**oui**	**oui**
	Thématique	2					**Beau Mur**	
	Date :	24-sept.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	organisation d'évènement						
	Statut :	activité regulière						
77	**Titre :**	**Camp des alternatives à Liège 11 octo**	**5**	**3**			**oui**	**oui**
	Thématique	2					**Beau Mur**	
	Date :	28-sept.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	organisation d'évènement						
	Statut :	activité regulière						
78	**Titre :**	**Camp des alternatives à Liège 11 octo**	**5**	**4**			**oui**	**oui**
	Thématique	2					**Beau Mur**	
	Date :	29-sept.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	organisation d'évènement						
	Statut :	activité regulière						
79	**Titre :**	**Collectif Mémoires Coloniales**			**11**	**2**	**oui**	**oui**
	Thématique	3					**Collectif Mémoires coloniales**	
	Date :	06-oct.						
	Lieu :	Bruxelles						
	forme :	réunion de travail						
	Statut :	Activité régulière						
80	**Titre :**	**Camp des alternatives à Liège 11 octobre**	**24**	**15**			**oui**	**oui**
	Thématique	2					**Beau Mur**	
	Date :	08-10 octobre						
	Lieu :	Liège						
	forme :	organisation d'évènement						
	Statut :	activité regulière						
81	**Titre :**	**Camp des alternatives à Liège**			**500**	**6**	**oui**	**oui**
	Thématique	2					**Cense équi'voque**	
	Date :	11-oct.					**Aquilone**	
	Lieu :	Liège					**Croque-mitaine**	
	forme :	animation et éducation grand public					**Uppercut**	
	Statut :	activité vers un large public					**Beau Mur**	
82	**Titre :**	**Réunion thématique sur le féminisme**			**7**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	3						
	Date :	13-oct.						
	Lieu :	Liège						
	forme :	Groupe de travail						

	Statut :	Activité régulière				
83	**Titre :**	**Conférence - débat sur le Honduras**	**20**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**FIAN**	
	Date :	14-oct.			**Casa Nicaragua**	
	Lieu :	Liège				
	forme :	conférence/débat				
	Statut :	activité vers un large public				
84	**Titre :**	**Festival du livre politique**	**150**	**21**	**oui**	**oui**
	Thématique	1 et 2				
	Date :	16 au 18 octobre				
	Lieu :	Liège				
	forme :	Stands d'information et de sensibilisation				
	Statut :	activité vers un large public				
85	**Titre :**	**Groupe Thomas Sankara (GTS) (11)**	**15**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	1				
	Date :	12-nov.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	Groupe de travail				
	Statut :	Activité régulière				
86	**Titre :**	**Conférence de Jules Falquet auteure de « De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation »**	**25**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3			**Barricade**	
	Date :	13-nov.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	conférence/débats				
	Statut :	activité vers un large public				
87	**Titre :**	**WE droit « Réparations »**	**25**	**12**	**non**	**oui**
	Thématique	1				
	Date :	14 et 15 nov				
	Lieu :	Liège				
	forme :	formation				
	Statut :	activité vers un large public				
88	**Titre :**	**Conférence « Alternatives locales »**	**25**	**3**	**non**	**oui**
	Thématique	2				
	Date :	19-nov.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	conférence/débat				
	Statut :	activité vers un large public				
89	**Titre :**	**Formation sur la dette des personnes relais**	**15**	**6**	**oui**	**oui**
	Thématique	1			**MATM**	
	Date :	21-nov.			**Sudothèque**	
	Lieu :	Liège				
	forme :	formation				
	Statut :	activité vers un large public				
90	**Titre :**	**Conférence sur la dette écologique**	**15**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	1			**Coalition Climat et Justice Sociale**	

	Date :	25-nov.			ATTAC	
	Lieu :	Liège			FGTB	
	forme :	conférence/débats				
	Statut :	activité vers un large public				
91	**Titre :**	**Groupe Liégeois de Coordination (GLC) (6)**	**12**	**5**	**non**	**oui**
	Thématique	1				
	Date :	25-nov.				
	Lieu :	Liège				
	forme :	réunion de travail				
	Statut :	activité régulière				
92	**Titre :**	**Collectif Mémoires Coloniales**	**15**	**3**	**oui**	**oui**
	Thématique	3		**Collectif Mémoires coloniales**		
	Date :	7 déc				
	Lieu :	Bruxelles				
	forme :	réunion de travail				
	Statut :	Activité régulière				

Troisième partie : Axe 3 – 2 : Production d'analyses et d'études

1 – Rapport succinct

La réalisation d'ouvrages et la production d'analyses sont au cœur même du travail du CADTM. Il considère que c'est un outil fondamental pour améliorer la participation active et libre des citoyens dans le processus de construction d'une société juste et solidaire. Afin de pouvoir adopter une position critique et constructive sur une problématique donnée, il est indispensable d'avoir à sa disposition des outils pédagogiques et intelligibles, mais aussi rigoureux, critiques et pluriels.

La production d'analyses

Ce n'est pas un hasard si cette action est placée au centre du cercle vertueux (voir page 4). En effet, la recherche et l'élaboration sont véritablement au cœur du travail du CADTM. Elles constituent à la fois un point de départ et un moteur pour l'ensemble des autres actions : grâce à son expertise et à sa capacité de développer des analyses et des argumentations claires, pédagogiques et « fortes », le CADTM a réussi notamment à :

- placer la question de la dette au « top » des priorités du mouvement altermondialiste.
- augmenter sensiblement la conscience des citoyens, du Nord et du Sud, sur le rôle central que joue l'endettement dans l'explication de la crise actuelle du Tiers Monde
- augmenter la mobilisation de ces mêmes citoyens sur ces questions. Beaucoup de citoyens (belges et étrangers) ont décidé de rentrer dans une dynamique d'action après avoir lu les analyses du CADTM
- pénétrer les médias grâce à des analyses à la fois précises et pédagogiques
- pousser les gouvernements du Nord et du Sud à tenir compte de ces questions, que ce soit en termes d'actions concrètes, ou de discours.

De la même manière, les différentes actions menées par le CADTM jouent un rôle très important pour la recherche et l'élaboration. C'est en participant activement à l'ensemble du processus altermondialiste, et en réalisant des activités d'éducation permanente que le CADTM est capable de produire des analyses, à la fois cohérentes et adaptées à la réalité. Ses activités, en permettant d'échanger les points de vue et de confronter l'analyse avec la réalité, sont à la base de cette construction « théorique » collective.

Rappelons ici que ces études et analyses ne sont pas une fin en soi. Elles se doivent d'être utiles socialement. L'objectif est bien d'offrir aux citoyens et aux mouvements sociaux les outils d'analyse les incitant à se mobiliser pour la satisfaction universelle des droits fondamentaux.

En 2009, le CADTM a poursuivi ses travaux de recherche et la réalisation d'études et d'analyses autour des 8 thèmes prévus dans le dossier de reconnaissance.

Ces études et analyses ont été le fruit d'une réflexion, communication et collaboration permanente entre l'équipe permanente du CADTM et l'ensemble de ses partenaires, à savoir :

- Ses différents groupes de travail et de réflexion

- Les organisations citoyennes de Belgique francophone
- Son équipe grandissante de bénévoles
- Son réseau international du CADTM

Les analyses produites par des membres du réseau CADTM international contribuent de manière importante au travail de recherche et d'élaboration du CADTM et au travail d'éducation permanente. En effet, les apports du réseau CADTM au Sud permettent au CADTM Belgique d'améliorer sa compréhension des réalités du Sud et de l'intégrer ensuite à ses analyses. Les productions du réseau, au Nord et au Sud, sont donc valorisées et utilisées au même titre que les productions propres du CADTM Belgique (mise en ligne sur le site, traduction coordonnée par le CADTM Belgique, publication dans la revue du CADTM *Les autres voix de la planète*). C'est pourquoi cette année nous avons décidé de valoriser ces analyses en les indiquant en grisé (elles ne sont pas comptabilisées) dans le tableau de détail des analyses et études produites en 2009. Elles sont au nombre de 25, sur un total de 90 analyses.

Le tableau de détail des analyses et études produites en 2009 ne prend pas en compte les analyses de moins de 8000 signes produites par le CADTM Belgique et par le réseau CADTM international, qui sont au nombre de 84 (dont 55 par le CADTM Belgique). Le détail est disponible sur demande. Le CADTM considère que les analyses de moins de 8.000 signes jouent un rôle très important car il s'agit essentiellement de communiqués de presse ou d'articles courts rebondissant sur l'actualité et permettant, grâce à une grande visibilité médiatique, d'attirer l'attention sur des études et analyses plus approfondies. Certaines de ses analyses sont reprises dans des journaux à grand tirage tels que *La Libre Belgique ou le Soir* en Belgique, *Le Monde, l'Humanité* en France, *Le courrier* en Suisse, etc. augmentant ainsi la visibilité et l'écho du CADTM. Les communiqués de presse sont également fréquemment repris par les agences de presse, notamment Belga, l'AFP, l'Organisation de la Presse Africaine.

Rappelons que le CADTM envisage la production d'analyses en complémentarité avec son activité d'éducation permanente. Donner la possibilité à des citoyens, avec le soutien de l'équipe permanente, d'écrire et publier des analyses sur les thèmes du CADTM, est considéré par le CADTM comme une activité d'éducation permanente en soi. En effet, cette activité permet aux citoyens de développer toute une série de compétences (esprit critique, capacité de synthèse, confiance en soi, esprit de collaboration, …) qui rentrent parfaitement dans les objectifs visés dans l'axe 1. A titre d'exemple, quelques analyses réalisées par des membres extérieurs à l'équipe permanente en 2009 :

- N° 6 : « Pourquoi la crise affecte-t-elle les femmes en particulier ?», par Audrey Dye stagiaire au CADTM et membre du GTS/CADTM Liège
- N° 12 : « L'OTAN fête son 60ème anniversaire, invitons-nous !», par Alice Minette membre du GTS/CADTM Liège, Renaud Vivien et Eric de Ruest, membres permanents au CADTM
- N° 20 : « Des dégâts écologiques importants sponsorisés par la Banque mondiale», par Hélène Baillot, stagiaire au CADTM et Eric de Ruest, membre permanent
- N° 23 : «Migration et développement : de l'immigration subie à l'immigration choisie » par Alexandre Papa Faye membre du groupe de travail droit (GTD)
- N°69: « Négociations internationales sur le climat: REDD+ et l'avenir des forêts», par Jérémie Cravatte, stagiaire au CADTM et membre du GTS/CADTM Liège
- N°71: « Débat entre Eric Toussaint (président du CADTM Belgique) et Gino Alzetta (directeur exécutif suppléant de la Banque mondiale) à Bruxelles le 13 octobre 2009 », par Renaud Duterme, stagiaire au CADTM et membre du CADTM Bruxelles

En 2009, la répartition des analyses propres du CADTM Belgique s'est faite de la manière suivante :

Thème	+de 8000	- de 8000	TOTAL
Thème 1: Évolution du capitalisme et de la crise internationale	10	6	16
Thème 2: La dette et le droit	4	9	13
Thème 3: Analyse du rôle et de l'évolution de l'architecture institutionnelle internationale	6	9	15
Thème 4: Analyses de cas particuliers	8	2	10
Thème 5: Du nord au Sud, la dette dans tous ses états	7	5	12
Thème 6: Le rôle et le renforcement des mouvements sociaux, du mouvement altermondialiste, des forums sociaux nationaux et internationaux	11	12	23
Thème 7: Les alternatives globales	16	10	26
Thème 8: Analyses théoriques du développement	3	2	5
TOTAL	65	55	120

Quelques remarques importantes

● Ce tableau de synthèse ne prend pas en compte les analyses produites par le réseau CADTM international, qui sont au nombre de 25 pour les analyses de plus de 8000 signes et 29 pour les analyses de moins de 8000 signes. Le détail est disponible sur demande.

● Il faut noter que les analyses produites par le CADTM continuent de bénéficier d'un écho important sur la toile, puisqu'elles sont régulièrement reprises, dans plusieurs langues, sur d'autres sites très visités comme www.alterinfo.net, www.mondialisation.ca, www.counterpunch.org, www.aporrea.org , www.rebelion.org , www.alai.org http://rezo.net, etc. Une évaluation de l'impact médiatique du CADTM sur les médias alternatifs en ligne est disponible sur demande ou sur le site du CADTM http://www.cadtm.org/Evaluation-du-CADTM

● La plupart de ces analyses ne se bornent pas à analyser ou traiter un seul thème mais recoupent et traversent plusieurs thèmes. Nous avons cependant choisi de rattacher dans le tableau ci-dessus ces différentes analyses à un seul thème essentiellement pour montrer la perspective globale dans laquelle elles se situent mais aussi pour des raisons de clarté.

● En continuité avec le travail de 2007 et de 2008, le CADTM a accordé une place importante à trois thématiques: la question des alternatives (une des trois grandes thématiques du CADTM dans la cadre de son travail dans l'axe1). La thématique 1 « Évolution du capitalisme et de la crise internationale » est resté d'une grande importance et continuera de constituer en 2010 un axe majeur de la recherche et de l'écriture. Enfin, le thème 6 « Le rôle et le renforcement des mouvements sociaux, du mouvement altermondialiste, des forums sociaux nationaux et internationaux » a également été un point fort en 2009. Il faut rappeler ici que le renforcement des mouvements sociaux est au cœur de la stratégie du CADTM pour impulser un changement de société. Signalons également que l'année 2009 a été marquée par la tenue de différents forums: le Forum Social Mondial, le Forum des peuples au Mali, le sommet de Copenhague, etc. auxquels

le réseau CADTM a participé activement. L'année 2009 a également été marqué par la constitution des réseaux Sud du CADTM: le CADTM Afrique, le CADTM Asie et le CADTM ABYA YALA NUESTRA AMÉRICA. Ces réseaux continentaux sont de véritables fronts communs d'action, de sensibilisation et de renforcement des mouvements sociaux à différentes échelles: régionale, continentale et mondiale.

Ces 8 thèmes représentent une liste non exhaustive. Même si son angle d'attaque reste et restera les problématiques de la dette, de la garantie des droits fondamentaux, des institutions financières internationales (IFI) et du mouvement altermondialiste, le CADTM, soucieux de rester réactif vis-à-vis de l'évolution du contexte mondial et de l'actualité, adapte régulièrement ses priorités.

Ci-dessous, nous proposons quelques éléments de réflexion sur l'évolution de la conjoncture internationale qui ont été et seront au cœur de la réflexion stratégique et de l'analyse d'ensemble du CADTM. Cette analyse a pour cadre général l'interconnexion des crises (financière, économique, alimentaire, écologique-climatique, migratoire et de gouvernance) qui a des conséquences au Sud et au Nord de la planète. Nous ne reviendrons pas ici sur l'analyse de ces différentes crises, largement détaillée dans le rapport d'activité 2008 (page 43).

Au Sud et au Nord de la planète, la dette dans tous ses états

Dans un contexte de crise globale, la question de la dette, dans ses différentes dimensions (interne, externe, privée, publique, écologique…), est devenue incontournable tant au Sud qu'au Nord de la planète.
Les conséquences sont particulièrement dramatiques pour les pays en développement (PED) croulant encore sous le poids d'une dette largement illégitime[4] qui fait obstacle à la satisfaction des besoins humains fondamentaux. Presque 30 années après le déclenchement de la crise de la dette du tiers-monde en 1982, le Sud en subit toujours les effets puisque les PED continuent à consacrer une part considérable de leurs budgets au remboursement de la dette publique externe et interne.

En effet, selon les Nations unies, le service total de la dette des pays en développement (remboursement annuel du capital plus les intérêts sur la dette publique extérieure) est passé de 130 milliards de dollars en 1990 à plus de 512,9 milliards en 2008[5]. Pis, dans les mois et les années qui viennent, ce service de la dette risque encore d'augmenter et de nombreux pays vont alors rencontrer de grands problèmes de remboursement. Ce qui risque de conduire de façon mécanique à une nouvelle crise de la dette externe du tiers-monde et au renforcement des réformes structurelles dans ces pays, supervisées par les Institutions financières internationales (IFI).

Cette prochaine crise de la dette du Sud est une conséquence de la crise mondiale dans laquelle les PED n'ont aucune responsabilité. En effet, la crise planétaire qui a été déclenchée dans les pays industrialisés du Nord accélère l'endettement des PED.

L'impact de la crise mondiale sur les recettes d'exportation des PED

4Dette illégitime : l'actualité de la dette odieuse. Position du CADTM http://www.cadtm.org/Dette-illegitime-l-actualite-de-la

5 United Nations, 24 July 2009, "Towards a durable solution to the debt problems of developing countries", report of the Secretary-General

Ces derniers mois, les Nations unies ont exprimé à plusieurs reprises leur crainte que la récession actuelle ne débouche sur une nouvelle crise de la dette dans les pays en développement[6]. La CNUCED note que le poids du service de la dette externe publique et privée des pays (PPTE et non PPTE) - exprimé tant en pourcentage des recettes d'exportation qu'en part des recettes publiques – sera plus élevé en 2009 et en 2010 par rapport aux années qui ont précédé la crise.

En effet, la récession économique au Nord engendre une baisse des revenus d'exportation des PED. En conséquence, pour rembourser leurs dettes, les pays du Sud doivent puiser fortement dans les réserves de change qu'ils ont accumulées au cours des dernières années (en raison de la hausse des prix de leurs exportations entre 2004 et mi-2008). Ces réserves menacent de fondre à un rythme plus ou moins rapide (c'est notamment le cas de la République démocratique du Congo, de l'Equateur, du Pakistan, du Sri Lanka, du Bangladesh, etc.). Les PED s'endettent alors de plus en plus sur leur marché intérieur ou extérieur à des conditions de plus en plus onéreuses pour le paiement de la dette extérieure.
La vulnérabilité des PED aux chocs exogènes et leur dépendance à l'égard du Nord, via l'endettement extérieur, résultent principalement de l'imposition d'un modèle de « développement » prônant l'absolue nécessité de capitaux extérieurs. Ce modèle directement inspiré de la théorie de Rostow sur le décollage économique[7], dont la Banque mondiale s'est faite l'apôtre au lendemain des « indépendances » africaines, était présenté aux PED comme la solution unique pour se connecter au marché mondial et rembourser leurs dettes. Le remboursement des prêts internationaux s'effectuant en dollars, les PED doivent alors se procurer des devises et, pour ce faire, exportent leurs matières premières vers les pays industrialisés du Nord. La spécialisation des PED dans quelques produits d'exportation au détriment des cultures vivrières a eu pour conséquence de rendre les pays du Sud de plus en plus dépendants des cours des matières premières fixés dans les bourses situées au Nord (Chicago, Londres, etc.) et donc, de plus en plus vulnérables aux chocs exogènes[8]. Ce modèle de développement promu par la Banque mondiale a non seulement créé les conditions de la crise de la dette du Sud en 1982 mais a également contribué à l'éclatement des émeutes de la faim en 2008 dans une quinzaine de PED (Haïti, Côte d'Ivoire, Cameroun, Egypte, Bangladesh, Maroc, Philippines, etc.) suite à l'augmentation brutale des prix alimentaires.

Arrêtons-nous quelques instants sur cette flambée des prix agricoles. Le 27 mars 2008, le prix du riz a bondi de 31 % en une seule journée. Sur les trente-six mois qui ont précédé, le prix du blé a augmenté de 181 % et les prix alimentaires mondiaux de 83 %. Dans de nombreux pays, l'accroissement des prix de vente des aliments au détail dépasse 50 % en quelques mois. Le premier semestre 2008 marque un véritable tournant : l'envolée du prix des aliments sur les marchés, initiée au début des années 2000 et qui atteint alors son paroxysme, fait suite à deux décennies de baisse très importante. Cette flambée fait long feu et la tendance historique à la baisse reprend son cours dès le second semestre 2008. Mais à partir de janvier 2009, les prix des matières premières et des produits agricoles sont repartis à la hausse, alors que la demande mondiale n'avait toujours pas redémarré. La spéculation sur les produits alimentaires est une clé de l'explication, comme le relève C. Chavagneux : « ayant perdu leurs terrains de jeux habituels sur les marchés du Nord, les financiers cherchent à faire de l'argent en jouant avec la nourriture, ou plutôt avec son prix, et avec celui de l'énergie[9]. »

---

6 Lire par exemple le Rapport 2009 de la CNUCED sur les pays les moins avancés (PMA), « Etat, gouvernance et développement » http://www.unctad.org/fr/docs/ldc2009overview_fr.pdf
7 Eric TOUSSAINT, *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent,* p 126
8 Renaud Vivien (CADTM), « L'annulation de la dette du Tiers Monde » (numéro 2046 et 2047 des cahiers du CRISP) http://www.crisp.be/catalogue/index.php?module=produit&prd_id=1715

En conséquence, l'objectif du millénaire pour le développement, validé par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2000, qui consiste à réduire de moitié la proportion d'êtres humains souffrant de manière chronique de la faim d'ici 2015 ne sera très certainement pas atteint alors même qu'il est très peu ambitieux, au regard des engagements antérieurs des Nations unies[10]. D'ailleurs, en avril 2009, les ministres de l'Agriculture des pays du G8 reconnaissaient que « le monde est très loin d'atteindre cet objectif ». Pire, la situation se dégrade puisque la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) indiquait en 2009 que le cap du milliard de personnes souffrant de la faim a été dépassé[11], soit un individu sur six : c'est 100 millions de plus qu'en 2008 ! Paradoxalement, il s'agit en majorité de producteurs agricoles qui ne possèdent pas – ou pas assez - de terres et de moyens pour les mettre en valeur.

Malheureusement, la déclaration finale du sommet de la FAO à Rome (16-18 novembre 2009), où aucun chef d'Etat du G8 n'était présent à l'exception de Silvio Berlusconi en qualité d'hôte, passe à côté des principales causes de l'augmentation des prix alimentaires : la spéculation dans les bourses de matières premières, la production d'agrocarburants ou encore la vente de terres agricoles de pays d'Afrique et d'Asie à des Etats et à des entreprises étrangères. Pis, cette déclaration reste prisonnière du dogme libéral en prônant une plus grande ouverture des marchés agricoles, dans la lignée des Plans d'ajustement structurel (PAS) imposés par les IFI et des accords de libre-échange bilatéraux ou négociés dans le cadre de l'OMC, qui sont en partie responsables de la crise alimentaire. Dans le même temps, cette déclaration du sommet de la FAO omet les effets destructeurs du dumping agricole sur les millions de paysans et plus largement sur le droit à l'alimentation ; un droit fondamental reconnu par le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC)[12]. Notons également l'absence de date butoir pour éradiquer la faim dans le monde ainsi que l'échec du président de la FAO, Jacques Diouf, de lever seulement 44 milliards de dollars afin de lutter contre la famine…Pourtant, comme il le fait justement remarquer, « ces 44 milliards de dollars représentent un montant très faible comparé aux 365 milliards de dollars dépensés en 2007 par les pays riches pour soutenir leurs agricultures, aux 1 340 milliards de dollars dépensés chaque année dans le monde sur les armements et aux sommes inimaginables qui ont été mobilisées très rapidement en 2008-2009 pour soutenir le secteur financier »[13].

L'impact de la crise mondiale sur le coût du remboursement de la dette publique externe

En plus des effets de la récession économique au Nord, le coût du remboursement de la dette a augmenté pour deux raisons :

---

9 Gaspard Denis (CNCD), « Le Sud face la crise, Bilan et perspectives », janvier 2010 http://www.cadtm.org/Le-Sud-face-a-la-crise-Bilan-et

10 Si on prend en compte les engagements politiques antérieurs, les OMD ne constituent pas une avancée mais bien un recul réel. En effet, éradiquer la pauvreté, et non la diminuer, a bien fait partie de l'agenda mondial par le passé. En 1974, les Etats membres de l'ONU s'étaient engagés à éradiquer la pauvreté dans le monde d'ici 2000.

11FAO, Communiqué de presse, « 1,02 milliard d'êtres humains souffrent de la faim », 19 juin 2009, http://www.fao.org/news/story/fr/item/20690/icode/

12 Ce traité international, ratifié par la majorité des Etats, reconnaît dans son article 11 « *le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim* » et impose aux Etats d'adopter « *individuellement et au moyen de la coopération internationale, les mesures nécessaires, y compris des programmes concrets (…) pour assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins* ». Malgré le caractère juridiquement contraignant de ces dispositions pour les Etats et les études qui montrent qu'il y a assez de nourriture pour tous les humains, la situation s'est considérablement dégradée dans le cadre de la mondialisation néo-libérale et ce, bien avant l'éclatement de la crise globale.

13 http://www.fao.org/news/story/fr/item/36389/icode/

- La plupart des dettes sont libellées en dollar qui a gagné en valeur par rapport aux autres monnaies depuis juillet 2008[14]. Pour se procurer les dollars nécessaires au remboursement de la dette, les gouvernements du Sud doivent débourser plus de monnaie nationale qu'auparavant.
- Les primes de risque payées par les pays en développement pour emprunter ont fortement augmenté depuis juillet 2008. Pour faire face à la situation, les gouvernements des pays en développement ont dû puiser dans leurs réserves de changes.

Au poids de la dette publique externe s'ajoute celui de la dette interne qui ne cesse d'augmenter depuis la deuxième moitié des années 1990.

Le poids la dette publique interne sur les budget des PED

La dette publique interne n'est pas un phénomène nouveau puisque celle-ci augmente fortement depuis la seconde moitié des années 1990[15]. Selon la Banque mondiale, la dette intérieure publique de l'ensemble des PED est passée de 1300 milliards de dollars en 1997 à 3500 milliards de dollars en septembre 2005[16] (soit 2,5 fois la dette extérieure publique qui s'élevait à 1415 milliards de dollars en 2005). Le service de la dette publique totale (extérieure et intérieure) dépassait en 2007 la somme astronomique de 800 milliards de dollars remboursés chaque année par les pouvoirs publics des PED.

Cet accroissement est particulièrement fort et inquiétant dans un grand nombre de pays à moyens revenus. L'Asie est le continent où la dette publique interne a le plus augmenté ces dernières années, notamment en conséquence de la crise du sud-est asiatique de 1997-1998 et des politiques que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale y ont imposées. Par ailleurs, la dette publique interne a également fortement augmenté au Maroc. Bien que certains pays très pauvres ne soient pas encore touchés par ce phénomène, la tendance est clairement à la hausse. La crise capitaliste risque encore d'alourdir son coût pour les populations du Sud.

Cette augmentation brutale de la dette publique interne trouve en partie son origine dans la « nationalisation » des dettes privées liées aux crises financières qui ont touché les pays en développement (PED) entre 1994 et 2002. Ces crises financières sont elles-mêmes la conséquence de la déréglementation des marchés de capitaux et du secteur financier combinée à la suppression du contrôle des changes imposés par la Banque mondiale et le FMI. Ces mesures se sont accompagnées d'une déréglementation du secteur bancaire ; ce qui a poussé les banques privées à prendre de plus en plus de risques. Résultat : une succession de crises financières en Asie du Sud et en Amérique latine, en commençant par celle de décembre 1994 au Mexique. Les capitaux sont sortis en masse du Mexique, provoquant des faillites bancaires en chaîne. Le gouvernement mexicain, soutenu par la Banque mondiale et le FMI, a ensuite transformé la dette

14 Par exemple, au cours de la première moitié de l'année 2009, les monnaies des pays d'Afrique subsaharienne ont chuté en moyenne de 25% par rapport au dollar US. Ces derniers doivent dès lors faire face à un accroissement du coût du service de leur dette.

15 Pour plus d'information sur la dette publique interne, lire UNEB (membre du CADTM International), 2003, "Especulacion Financiera: La Burbuja que Hundio a Colombia", Bogota: Ediciones UNEB.

- UNEB, 2005, "Deuda Publica Terrirotial: Conjura de la Banca y el Gobierno Central contra las Regiones", Bogota: Ediciones UNEB.

- Acosta, Alberto; Gorfinkiel, Denise; Gudynas Eduardo (org); Lapitz, Rocio (2005) "El Otro Riesgo País" Quito: Abya Yala.

- Ferreira, Carla; Scherer, André (orgs.) (2005). O Brasil Frente à Ditadura do Capital Financeiro – Reflexões e Alternativas. Attac, Fundação Henrich Boll, Univates, Porto Alegre.

16 World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 44.

privée des banques en dette publique interne. Notons que cela s'est passé exactement de la même manière dans des pays aussi différents que l'Indonésie en 1998 ou l'Équateur en 1999-2000.

L'augmentation de la dette publique interne provient également de l'incitation directe de la Banque mondiale à s'endetter sur les marchés internes. Dans le même temps, la banque recommande aux investisseurs étrangers d'investir dans le marché de la dette intérieure (dite aussi « domestique ») en pleine expansion.

La troisième cause est le processus de privatisation des systèmes de retraite sous l'impulsion de la Banque mondiale toujours, qui favorise l'utilisation de l'épargne des travailleurs (leurs futures retraites) pour acheter des titres de la dette intérieure publique. Les gouvernements brésilien, chilien, colombien et argentin ont appliqué cette politique de privatisation partielle des systèmes de retraite et les fonds de pension sont devenus d'importants acheteurs des titres de la dette interne. Notons que la crise financière et économique internationale initiée en 2007-2008 a déjà provoqué l'effondrement des avoirs des fonds de pension privés en Colombie. Face au marasme des fonds de pension privés (AFJP), le gouvernement argentin de Christina Fernandez de Kirchner les a renationalisés au début de l'année 2009.

L'épargne présente dans le secteur bancaire, au lieu de servir à l'investissement productif, que ce soit sous la responsabilité des pouvoirs publics ou celle des acteurs privés, est systématiquement déviée vers un comportement parasitaire de rentier. Les banques prêtent aux pouvoirs publics l'argent que ceux-ci leur ont donné dans un premier temps et aussi leur remboursent et elles prélèvent des intérêts énormes, voire usuraires. Il est en effet moins risqué pour elles de prêter à l'État que d'octroyer des crédits aux petits ou aux moyens producteurs. Un État entre rarement en défaut de paiement en ce qui concerne la dette interne. En outre, les banques centrales des PED appuyées par la Banque mondiale et le FMI appliquent souvent des taux d'intérêt très élevés. Cela aboutit au comportement suivant : les banques locales empruntent sur les marchés financiers étrangers (États-Unis, Japon, Europe) à court terme à des taux assez bas et prêtent cet argent dans leur pays à long terme à des taux d'intérêt élevés. Elles font des profits juteux jusqu'au moment où les primes de risque qu'elles paient en tant que banques des pays du Sud pour emprunter au Nord, se remettent à augmenter comme c'est le cas depuis 2008. Avec le risque que l'État assume une nouvelle fois leurs dettes privées, augmentant d'autant la dette intérieure publique. D'où le cercle vicieux de la dette publique interne qui complète celui de la dette publique externe. Ce risque de nationalisation des dettes privées est également devenu réalité dans les pays du Nord où les États ont pris à leur charge les dettes des institutions financières privées.

NB : Les liens entre la dette publique externe et la dette publique interne et plus largement l'évolution de la structure de la dette publique du Sud (thème prioritaire du CADTM Belgique) sont étudiés par l'Observatoire International de la Dette (OID), mis sur pied par le CADTM Belgique.

Un dette publique qui risque encore d'augmenter en cas de « nationalisation » des dettes privées

Avec le sauvetage des banques et des assurances privées réalisé à partir de 2007, les gouvernements d'Amérique du Nord et d'Europe ont remplacé un échafaudage branlant de dettes privées par un écrasant montage de dettes publiques : le coût de l'opération de sauvetage des institutions privées est en effet entièrement porté à charge des pouvoirs publics, ce qui entraîne une augmentation très importante de la dette publique[17]. Pour financer ces opérations, l'État

17 Du côté des gouvernements et de la Commission européenne pourtant chargée de veiller au respect des normes de Maastricht, on évite soigneusement le sujet. Quand des journalistes deviennent vraiment insistants, ce qui est très

apporte de l'argent frais aux banques et aux assurances au bord de la faillite, soit sous forme de recapitalisation, soit sous forme d'achat des actifs toxiques des entreprises concernées. Pour ce faire, les États émettent des titres du Trésor public qui sont achetés par ces mêmes banques et ces assurances. En 2009-2010, les gouvernements des pays les plus industrialisés devront ainsi emprunter sur les marchés financiers au moins 4000 milliards de dollars (4.000.000.000.000 dollars). En 2007-2008 quand les banquiers et les détenteurs de grands capitaux souhaitaient l'aide de l'Etat, ils se taisaient sur le danger d'explosion de la dette publique, maintenant qu'ils estiment que le plus gros de l'orage est passé, ils attirent l'attention de l'opinion publique sur la nécessité de la réduire en réduisant les dépenses sociales des gouvernements. Les grands gagnants de l'opération sont donc les banques privées et la classe sociale la plus riche au détriment de la majorité de la population du Nord qui supportent le coup de l'ajustement structurel.

Au Sud, on risque également d'assister à la « nationalisation » des dettes privées, comme ce fut le cas en Argentine et au Chili en 1982-1984, au Mexique en 1995, en Indonésie et en Corée du Sud en 1998, etc. A cela s'ajoutent les nouveaux programmes conclus avec les IFI qui vont encore aggraver le poids de cette dette et la dépendance des pays du Sud et d'Europe de l'Est.

La crise mondiale entraîne le renforcement de l'ajustement structurel sous la houlette du FMI et de la Banque mondiale

Entre 1997 (crise asiatique) et 2008, la Banque mondiale et le FMI étaient confrontés à une grave crise de légitimité. En 2007, la démission forcée du président de la BM, Paul Wolfowitz, accusé de népotisme, et le départ précipité du directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, avaient accéléré la perte de crédibilité de ces deux institutions. Leurs recettes consignées dans le « consensus de Washington » (privatisations, déréglementation forcenée, abandon des protections douanières, réduction des budgets sociaux…) étaient partout critiquées, et des voix s'élevaient pour réclamer une réforme de leur fonctionnement, jugé non démocratique. Des réformes cosmétiques et un discours officiel de rupture avec le consensus de Washington n'ont rien changé en réalité : ces institutions restent dominées par les pays du G7[18] attachés au néolibéralisme. A cette crise de légitimité s'ajoutaient des difficultés financières et une perte d'influence, à mesure que ces institutions perdaient des clients. Entre 2004 et 2008, la hausse importante du prix des produits de base avait augmenté les réserves de change des pays en développement (PED). Plusieurs pays du Sud en ont alors profité pour rembourser de manière anticipée la Banque mondiale et le FMI afin de reconquérir une certaine autonomie.

Mais à partir de la fin 2008, l'aggravation de la crise économique mondiale a radicalement modifié la situation, le FMI est revenu sur le devant de la scène pour apporter des liquidités aux PED qui en manquaient. La crise a, en effet, démultiplié les demandes de prêts au FMI en 2008, à tel point que le G20 de Londres a décidé, le 2 avril 2009, de doter les IFI de 1,1 trillions (un trillion = 1000 milliards) de dollars de fonds supplémentaires. Grand gagnant de l'opération, le Fonds monétaire international voit ses capacités de prêts tripler, passant de 250 à 750 milliards de dollars « *grâce à un financement immédiat des membres de 250 milliards de dollars, (...) augmenté jusqu'à 500 milliards* ». Il faut souligner que sur ces 750 milliards de dollars mis à disposition du FMI, moins de 50 milliards sont clairement destinés aux pays à faible revenu[19].

rare, on leur répond qu'on n'avait pas le choix. Il faut aussi préciser que plusieurs gouvernements réalisent tout comme les banques faillies, des opérations hors bilan ou hors budget afin de dissimuler le montant exact de leurs obligations en termes de dettes publiques.

18 Le G7 regroupe les Etats-Unis, le Japon, l'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et le Canada.

19 En effet, sur les 250 milliards de DTS (Droits de Tirages Spéciaux) alloués aux pays membres du FMI, seulement 20 milliards ont été accordés aux pays pauvres. Ensuite, de la vente des 403,3 tonnes d'or du FMI, seulement 785

Le FMI semble ainsi mandaté pour une nouvelle vie. Le 23 décembre 2009, il prévoyait même une augmentation de ses bénéfices pour 2009 et 2010. Cette augmentation résulte directement des nouveaux prêts accordés depuis l'avènement de la crise économique.

En une année seulement (entre septembre 2008 et septembre 2009), pas moins de 32 pays ont signé un accord avec le FMI, pour un montant total de 170 milliards de dollars. La quasi totalité de ces nouveaux prêts (soit 167,5 milliards de dollars) ont été accordés sur une base non-concessionnelle, c'est à dire au taux du marché, à des pays à revenu intermédiaire. Seulement 2,5 milliards de dollars de prêts concessionnels ont été accordés à des pays à faible revenu comme la RDC, qui a conclu le 11 décembre 2009, un accord de financement de trois ans avec le FMI, après avoir cédé à toutes les exigences de ses bailleurs de fonds. Le versement des 560 millions de dollars étalés sur trois années est prévu dans cet accord, à condition que le FMI juge satisfaisante l'application par le gouvernement de Kinshasa des politiques contenues dans le *Document stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté* (DSCRP), copies relookées des PAS. La RDC est donc sous haute surveillance puisque ce programme triennal est évalué au fur et à mesure de sa mise en œuvre. Au total, six missions d'évaluation du FMI sont prévues, conditionnant le décaissement des différentes tranches financières. Et dans l'hypothèse où le gouvernement congolais fait un sans-faute, il continuera à supporter une dette publique extérieure d'environ 3 milliards de dollars, après l'allègement espéré. La difficulté sera alors de trouver les ressources financières pour la rembourser (si le gouvernement congolais fait ce choix), vu que les privatisations imposées par les bailleurs de fonds entraîneront moins de recettes budgétaires[20].

La Banque mondiale, qui a également bénéficié d'une augmentation de ses moyens financiers lors de la dernière Assemblée de printemps 2010 (86 milliards de dollars) a, quant à elle, annoncé un montant total de 58,8 milliards de dollars en ce qui concerne l'aide mise à disposition de l'ensemble des PED en 2009 pour surmonter les effets de la crise. Mais à l'instar du FMI, cette somme est attribuée pour l'essentiel à des pays émergents et à moyen revenu, laissant ainsi de côté les pays au plus faible niveau de vie.

En contrepartie de ces prêts, ces pays sont sommés de respecter les conditions draconiennes exigées par le FMI en étroite collaboration avec la Banque mondiale : réduction des salaires dans la fonction publique, allongement de l'âge de la retraite, compression des dépenses publiques, etc. Même Haïti, en phase de reconstruction après le terrible séisme ayant causé officiellement 230 000 décès, n'est pas épargné. En effet, le 27 janvier 2010, le FMI a accordé à Haïti un prêt de 102 millions de dollars (qui devra donc être remboursé si le gouvernement haïtien fait ce choix) dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel (DSCRP) imposant l'application d'une série de mesures anti-sociales telles que l'augmentation du prix de l'électricité ou encore le gel des salaires dans la fonction publique[21] !

---

millions de dollars ont été affectés pour des prêts aux pays les plus défavorisés. Il s'agit d'une somme nettement inférieure aux 6 milliards annoncés suite au G20 de Londres. Enfin, concernant les 500 milliards de dollars de contributions supplémentaires accordées au FMI, seulement 25 milliards de dollars devraient être destinés sous forme de prêts aux pays à faible revenu. Le reste du montant devrait être accordé aux clients les plus riches du FMI, en particulier les pays d'Europe centrale et orientale. Enfin, Le FMI a annoncé que les pays à faible revenu ne seront pas tenus de s'acquitter des intérêts dus sur les prêts concessionnels avant la fin 2011. Pour les 58 pays éligibles à cette mesure, cela ne représenterait néanmoins pour chacun d'entre eux qu'une économie d'un million de dollars par an. Pour avoir plus de détails, lire Gaspard Denis (CNCD), « Le Sud face la crise, Bilan et perspectives », janvier 2010 http://www.cadtm.org/Le-Sud-face-a-la-crise-Bilan-et

20 http://www.cadtm.org/La-RDC-dans-l-etau-du-FMI

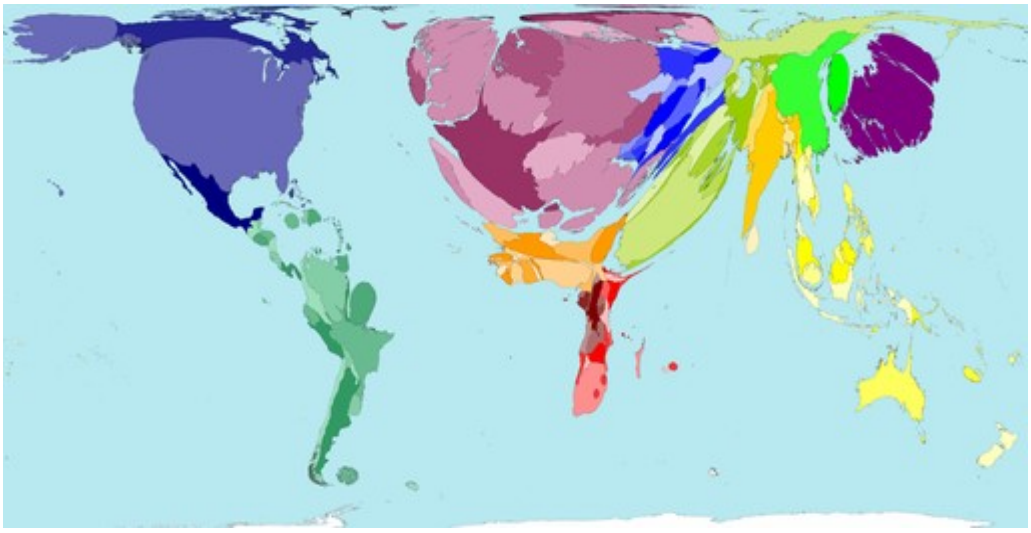
21 Le CADTM dénonce le prêt du FMI et exige que les créanciers versent des réparations pour Haïti http://www.cadtm.org/Le-CADTM-denonce-le-pret-du-FMI-et

Il n'y a pas que le Sud qui fait les frais des politiques dictées par les IFI. Le cas de l'Europe de l'Est, de la Grèce ou encore de l'Islande l'illustrent bien. Pour donner plus de force à nos revendications et toucher un large public en Belgique, nous mettrons en avant l'audit de la dette pour analyser l'origine, les conditions et la destination des prêts afin de révéler la part illégitime de la dette du Sud. L'audit est également un outil que le Nord peut utiliser pour expertiser des propres dettes publiques. Car au Nord comme au Sud, la dette publique revêt une puissante fonction idéologique pour justifier les actuels plans d'austérité.

On assiste donc aujourd'hui à une remontée en puissance des IFI et en particulier du FMI, suite à la crise mondiale. Ce qui fait peser une lourde menace sur les peuples du Sud et du Nord, dont les intérêts passent au second plan loin derrière les intérêts des transnationales occidentales que le FMI et la Banque défendent. En effet, la nouvelle réforme des droits de vote ne change pas les rapports de force au sein de ces deux institutions. Les pays riches du Nord continuent à dominer des deux institutions.

Le potentiel de démocratisation du FMI et de la Banque mondiale reste considérable

La répartition actuelle des droits de vote est très déséquilibrée. À titre de comparaison, le groupe emmené par le Rwanda, qui regroupe 24 pays d'Afrique noire (francophones et lusophones) et représente 225 millions d'individus, possède seulement 1,39% des droits de vote. Par ailleurs, chacun des huit pays suivants a le privilège de pouvoir nommer un administrateur au FMI et à la Banque mondiale : les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Arabie saoudite, la Chine et la Russie.
Nous reproduisons ci-dessous une carte du monde où la surface des pays a été modifiée afin de refléter le poids dont chacun dispose en termes de droits de vote au sein du FMI : http://www.worldmapper.org/display.php?selected=365 On distingue clairement que la Belgique (10 millions d'habitants) occupe une surface supérieure à celle de pays comme le Brésil (qui a pourtant une population 18 fois plus importante et un territoire 279 fois plus étendu), le Mexique, l'Indonésie ou la République démocratique du Congo (6 fois plus d'habitants que la Belgique et un territoire 77 fois plus étendu).



Malheureusement, le transfert de droits de vote annoncé au sommet du G20 de Pittsburgh en 2009 ne modifie pas en profondeur ces rapports de force puisque seulement 5% des quotes-parts au FMI et 3% des droits de vote à la Banque mondiale seraient transférés vers « les pays émergents et en développement dynamique » d'ici janvier 2011.

Le 25 avril 2010, les 186 Etats membres de la Banque mondiale se sont finalement accordés sur une nouvelle répartition des droits de vote. Mais cette "réformette" profite essentiellement aux puissances émergentes et en premier lieu à la Chine qui devient le troisième pays le plus représenté en termes de droits de vote (4,42% des parts) à la Banque mondiale, après les Etats-Unis (16,85%) et le Japon (6,84% contre 7,62% avant la réforme). Le groupe dont fait partie la Belgique et qui réunit l'Autriche, Biélorussie, République tchèque, Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, Slovaquie, Slovénie et Turquie garde le même poids: environ 4,80% des droits de votes. Notons que l'actuel représentant belge occupe le poste de Directeur exécutif suppléant pour ce groupe. Les rapports de force restent donc inchangés à la Banque mondiale, car si la part des pays du Sud progresse, elle reste limitée à 47,19%, alors qu'ils représentent plus de 85% de la population mondiale

Au sein du FMI, cette réforme n'est toujours pas intervenue. Ci-dessous, la répartition actuelle des droits de votes au FMI. (source: FMI)

Répartition des droits de vote entre les 24 administrateurs du FMI en 2008					
Pays	%	Groupe présidé par	%	Groupe présidé par	%
États-Unis	16,77	Belgique	5,14	Indonésie	3,11
Japon	6,02	Pays-Bas	4,76	Égypte	3,20
Allemagne	5,88	Venezuela	4,45	Suisse	2,79
France	4,86	Italie	4,10	Brésil	2,42
Royaume-Uni	4,86	Canada	3,64	Inde	2,35
Arabie saoudite	3,16	Suède	3,44	Iran	2,42
Chine	3,66	Australie	3,85	Pérou	1,96
Russie	2,69	Kenya	3,01	Rwanda	1,39

Enfin, il faut souligner que, depuis 1944, le président de la Banque mondiale a toujours été un citoyen des États-Unis et que le directeur général du FMI est toujours un ressortissant européen en vertu d'une « règle tacite ». Ainsi, le socialiste français Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre des Finances, est depuis novembre 2007 le directeur du FMI tandis que la Banque mondiale est présidée depuis juillet 2007 par Robert Zoellick, successivement chef du cabinet de George Bush père au début des années 1990, secrétaire au Commerce extérieur au début des années 2000 et numéro 2 du département d'État au côté de Condoleeza Rice entre janvier 2005 et juin 2006. Tous les deux ont été nommés pour un mandat de cinq ans renouvelable.

La conclusion du PNUD, exprimée dans son rapport mondial sur le développement humain de 2002, reste donc toujours valable : *« Le potentiel de démocratisation des institutions mondiales reste considérable. De nombreuses propositions ont été avancées pour supprimer des pratiques manifestement antidémocratiques telles que le droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies et le mode de sélection des dirigeants du FMI et de la Banque mondiale*[22]*. »*

Ce déficit démocratique combiné à l'ingérence de ces institutions dans les politiques internes des États pousse de plus en plus les PED à chercher des financements auprès des puissances émergentes du Sud tels que la Chine, le Brésil et l'Inde.

Les prêts des puissances émergentes du Sud aggravent la dette extérieure des PED (en particulier les pays d'Afrique subsaharienne)

22 PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2002 http://hdr.undp.org/en/media/hdrcomplet-f.pdf

En recourant au FMI pour obtenir des aides financières d'urgence face à la crise économique, les pays du Sud et d'Europe de l'Est doivent renforcer l'application des conditionnalités imposées par les IFI. Face au durcissement de ces conditionnalités, les pays du Sud et en particulier les pays africains se tournent de plus en plus vers la Chine et d'autres puissances du Sud comme le Brésil pour obtenir plus facilement des liquidités en diminuant le risque d'ingérence politique.

Le Brésil est entré en avril 2009 dans le club des créanciers du FMI. Le Brésil a ainsi accepté une invitation à participer à l'augmentation des ressources du Fond, prônée lors du récent sommet du G20 de Londres. Le Brésil prête déjà massivement via sa banque publique de développement (BNDES) aux entreprises brésiliennes qui obtiennent des contrats dans le reste du monde, principalement dans les PED[23]. La manière dont le Brésil procède est fortement critiquée par les mouvements sociaux brésiliens et de manière plus diplomatique par certains gouvernements amis de Brasilia (les gouvernements bolivien, équatorien et paraguayen notamment).

La Chine continue, quant à elle, à investir massivement dans les pays disposant des richesses naturelles qui lui manquent. Les prêts accordés par la Chine aux PED constituent une alternative moins coûteuse et dépourvue des conditionnalités imposées par les institutions de Bretton Woods. Les pays africains pourvus de ressources naturelles y recourent déjà et les autres suivent ou souhaitent avoir accès à la manne chinoise. La Chine est aujourd'hui le troisième « partenaire » commercial de l'Afrique derrière les Etats-Unis et la France.

Pour autant, cela ne constitue pas une véritable alternative pour les pays du Sud. La Chine investit massivement dans les pays riches en ressources mais elle prend soin de ne pas partager le pouvoir que cela lui confère et les populations ne sont pas associées aux bénéfices de ces exportations. Les pouvoirs en place y trouvent leur compte car l'argent afflue sans que ce bailleur de fonds ne mette son nez dans la gestion du pays. En effet, la Chine ne refuse pas d'injecter de l'argent dans des pays où ont lieu une captation des richesses financières par le clan au pouvoir et des violations régulières des droits de l'homme, comme au Gabon ou au Soudan. Par ailleurs, la Chine n'est pas du tout adepte de dons pour libérer le développement dans les pays où elle investit. Elle y envoie de nombreux travailleurs qui prennent en charge les travaux d'infrastructure sans y associer les ouvriers locaux, et elle exige le remboursement des sommes prêtées jusqu'au dernier centime. L'endettement extérieur de ces pays s'accroît donc fortement.

Les banques privées de quelques pays en développement (Chine, Inde, Malaisie, Afrique du Sud) octroient également de plus en plus de prêts à des gouvernements ou à des entreprises d'autres PED. Les prêts des banques chinoises à l'Afrique augmentent fortement. En 2004-2006, les banques chinoises ont prêté deux milliards de dollars aux PED dans le domaine du pétrole, du gaz et d'autres matières premières. La Chine mais aussi le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud sont à la recherche de matières premières, c'est pourquoi les banques de ces pays augmentent fortement leurs prêts de manière à garantir leur approvisionnement. Les pays les plus vulnérables risquent de tomber dans une nouvelle dépendance qui ne sera pas nécessairement meilleure que celle déjà existante à l'égard des pays les plus industrialisés. Il faut aussi souligner le développement de puissantes sociétés transnationales privées ou publiques du Sud (Petrobras, Petronas, PDVSA, CNOOPC, pour ne prendre que le domaine pétrolier).

23La BNDES dispose d'un portefeuille de prêts de 22 milliards de dollars. Les pays qui bénéficient de ces prêts « *ne pourront pas employer leurs propres entreprises de construction pour ces travaux financés par la BNDES. Ils seront obligés d'engager des constructeurs brésiliens* », parmi lesquels se distinguent Odebrecht, Andrade Gutierrez, Camargo Correa, Queiroz Galvao, etc. De plus, « *la BNDES exige que tout le matériel pour les travaux soit importé du marché brésilien* » (Istoé Dinheiro, juin 2004, cité par Carlos Tautz, in "Brasil y el difícil camino hacia el multilateralismo", Raúl Zibechi, http://www.ircamericas.org/esp/3124#_ftn24.

La RDC, à l'instar d'autres pays africains regorgeant de ressources naturelles, est le théâtre d'une compétition acharnée entre les pays occidentaux. En 2008 et 2009, le FMI a fait pression sur la RDC pour qu'elle révise un contrat signé avec un groupement d'entreprises chinoises (*China Railway Group*) portant à l'origine sur 9 milliards de dollars. Officiellement, c'est le risque d'augmentation de la dette congolaise, lié à la garantie d'État initialement prévue dans le contrat chinois, qui avait justifié l'ingérence du FMI dans les affaires internes congolaises. Le Club de Paris, instance illégitime regroupant 19 riches pays créanciers[24], a poursuivi le chantage du FMI en exigeant cette fois, le 18 novembre 2009, que le gouvernement congolais revienne sur sa décision de résilier le contrat ayant donné naissance au consortium Kingamyambo Musonoi Tailings (KMT) et de réviser la convention créant Tenke Fungurume Mining (TFM), dans lesquelles les États-Unis et le Canada, membres du Club de Paris, ont d'importants intérêts[25]. Cette double ingérence (du FMI et du Club de Paris) constitue une violation flagrante la souveraineté permanente de la RDC sur ses ressources naturelles, selon le droit international et l'article 9 de la Constitution congolaise. Elle montre également leur politique de « deux poids, deux mesures », selon qu'il s'agisse d'un contrat conclu avec la Chine ou avec une entreprise occidentale. Enfin, le cas de la RDC prouve une fois de plus que les Etats du Nord se servent du Club de Paris et des IFI, où ils sont sur-représentés, comme d'un cheval de Troie pour s'accaparer les ressources naturelles du Sud et garder la main sur le Sud, via le mécanisme de la dette.

Les études

Le CADTM a réalisé 3 études de plus de 60 000 signes lors de l'année 2009

- « *Chronologie sélective des crises et des mobilisations altermondialistes (1999-2009)* » par Damien Millet, Sophie Perchellet et Eric Toussaint. Cette étude de 70 800 signes a été publiée sur le site du CADTM le 15 septembre 2009: http://www.cadtm.org/Chronologie-selective-des-crises.
  Elle reprend de manière chronologique les événements qui ont marqué la montée des crises et les mobilisations altermondialistes qui les ont accompagnées.

- « *Venezuela, Equateur et Bolivie : la roue de l'histoire en marche* » par Eric Toussaint est une étude de 212.000 signes (notes incluses) qui a été publiée le 2 novembre 2009 sur le site du CADTM: http://www.cadtm.org/Venezuela-Equateur-et-Bolivie-la
  Cette étude a également été publiée dans la revue *Inprecor* n° 553/554 septembre-octobre 2009 (www.inprecor.fr)
  Le Venezuela, l'Equateur et la Bolivie ont été directement affectés par la crise capitaliste mondiale qui a éclaté à partir de 2007. La très forte chute du prix du pétrole au cours du 2e semestre 2008 a réduit drastiquement les recettes de l'Etat qui dépendent fortement de l'exportation des hydrocarbures. Cependant, la crise mondiale a eu des conséquences nettement moins négatives sur ces trois pays que sur ceux qui ont continué à appliquer

24 Le Club de Paris est une institution informelle qui s'est réunie pour la première fois en 1956, composée aujourd'hui de 19 pays : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Suède et Suisse. Pour une analyse détaillée, lire Damien Millet et Eric Toussaint, 60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, CADTM-Syllepse, 2008, p 21.
25 http://www.cadtm.org/Comment-les-pays-creanciers

radicalement des politiques néolibérales au cours des dernières années, comme le Pérou, la Colombie et le Mexique. Cette étude revient sur les expériences en cours au Venezuela, en Equateur et en Bolivie et analyse l'impact de la crise capitaliste mondiale dans ces trois pays.

- « *Un coup d'œil dans le rétroviseur pour comprendre le présent* » par Eric Toussaint publiée le 6 décembre 2009 sur le site du CADTM: http://www.cadtm.org/Un-coup-d-oeil-dans-le-retroviseur,5079
  Des années 1970 jusqu'à la crise mondiale ouverte en 2008-2009, l'idéologie néolibérale a conquis un espace croissant au point qu'elle a dominé largement la pensée économique et politique des trois dernières décennies. Bien qu'elle soit actuellement malmenée, elle est encore profondément enracinée dans la tête des faiseurs d'opinion et de l'écrasante majorité des décideurs politiques. Bien sûr, il leur est devenu difficile désormais d'affirmer qu'il faut faire entièrement confiance à la capacité d'autorégulation des propriétaires des grandes entreprises privées et des marchés financiers, mais pour autant leur raisonnement n'a pas fondamentalement changé.
  Pour des raisons pédagogiques et pour en augmenter la visibilité, il a été également décidé de découper cette étude en six parties et de publier chaque partie à quelques jours d'intervalle. Chaque partie était clairement annoncée comme faisant partie d'un ensemble :
  1ère partie: Adam Smith est plus proche de Karl Marx que de ceux qui l'encensent aujourd'hui
  2ème partie: L'idéologie néolibérale a la peau dure
  3ème partie: L'éclipse libérale des années 1930 aux années 1970
  4ème partie: Le retour en force de l'idéologie libérale dans les années 1970
  5ème partie: Révolution keynésienne et contre-révolution néo-libérale
  6ème partie: De Friedman et Hayek à Greenspan en passant par le duo Banque mondiale-FMI : Les dogmes néo-libéraux

Remarques pour 2010
Cette étude a été reprise en 2010 afin d'être publié en format livre.
http://www.cadtm.org/Un-coup-d-oeil-dans-le-retroviseur

Notons aussi :

- « *Les chiffres de la dette 2009*». Notons que cette étude ne fait que 25000 signes puisqu'il s'agit principalement de chiffres. Nous l'avons indiqué en grisé dans le tableau des études, cependant nous souhaitions la valoriser car elle constitue un réel outil pédagogique au service de tous ceux qui veulent avoir une vision précise et chiffrée de l'actualité de la dette.
  Pour comprendre la crise mondiale en cours, le CADTM met à disposition un ensemble de données qui permettent de déchiffrer un des ressorts essentiels de la situation internationale envisagée du point de vue du Sud de la planète. Des années 1960 à la crise globale qui frappe la planète aujourd'hui, le réseau international CADTM n'a cessé et ne cesse de jeter un regard critique sur l'économie mondiale et les mécanismes de domination qui sont en jeu. L'analyse des différentes statistiques est un élément central afin d'identifier les véritables enjeux et de proposer des alternatives à la hauteur de ceux-ci. Mal-développement humain, inégalités, dette odieuse, transferts financiers, cours des matières premières, Banque mondiale et FMI, tous les chiffres de la dette sont passés au crible par le CADTM dans ce vademecum 2009. Loin des longs discours dominants, le vademecum du CADTM projette un

éclairage cru sur les réalités chiffrées d'un monde qui vacille. Un tel éclairage alimente la réflexion pour jeter les bases d'une logique économique radicalement autre, socialement juste et écologiquement soutenable.

- *« La crise, quelles crises ? »* par Damien Millet et Eric Toussaint. La publication de ce livre a été subventionné par la DGCD, mais son écriture et son élaboration, fruit d'un travail collectif , entre en partie dans le cadre de son programme avec la communauté française. Cette étude analyse l'interconnexion entre toutes ces crises. Elle accorde une attention particulière au Sud de la planète, même si elle étudie en détail la situation au Nord, où la crise s'est déclenchée.
  Les auteurs ne se contentent pas d'analyser la crise, ils détaillent les résistances actuelles en Amérique latine et font des propositions alternatives. Pour eux, il n'y a pas d'autre possibilité que de s'attaquer directement à la racine du mal: le système capitaliste productiviste.
  "*Les pages sont brillantes, érudites*." - Jean Ziegler, ex-rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. "*Ce livre fourmille de faits passionants*." - Jean-Marie Harriby, co-président d'Attac France.

2 - Tableau de synthèse des études et des analyses réalisées en 2009

ETUDES – ANNÉES 2009							
ÉTUDES		Données relatives à la conception des analyses et études date			THÈME	Données relatives à la diffusion des analyses et études	
		coordinateur	nbre signes	date		internet	publication
1	Chronologie sélective des crises et des mobilisations altermondialistes (1999-2009)	Eric Toussaint, Sophie Perchellet Damien Millet	70.800	septembre	1	oui	livre
2	Venezuela, Equateur et Bolivie : la roue de l'histoire en marche	Eric Toussaint	212.000	novembre	1	oui	revue Inprecor n° 553/554 sep-oct. 2009
3	Un coup d'œil dans le rétroviseur pour comprendre le présent	Eric Toussaint	82.187	décembre	1	oui	Internet livre
4	La crise ? Quelles crises ?	Damien Millet et Eric Toussaint	291 pages	décembre	1	non	livre
5	Les chiffres de la dette 2009	CADTM Belgique	25.000	mai	5	oui	Brochure

ANALYSES de plus de 8000 signes – ANNÉES 2009											
	ANALYSES	Données relatives à la conception des analyses et études date			THÈME	Données relatives à la diffusion des analyses et études					
		COORDINATEUR	NBRE SIGNES	DATE		Prises de parole publiques			INTERNET	PUBLICATION	AUTRES
						débats	Conf. de presse	Inter-views			
1	Dernier mirage d'une idéologie à l'agonie, La Conférence internationale de Doha sur le financement du développement	C. Vanden Daelen	9760	5-janv.	8				oui		
2	Solidarité avec les militants anti-corruption arrêtés au Gabon	Pauline Imbach	8004	11-janv.	4				oui		
3	Communiqué de presse: Solidarité avec la résistance du peuple palestinien face aux atrocités commises par l'armée israélienne	CADTM	9002	17-janv.	6				oui		
4	Développement agricole de la Banque mondiale	Olivier Chantry	10 060	26-janv.	3				oui		
5	Sarkozy face aux mobilisations populaires	Pauline Imbach	8440	12-févr.	1				oui		
6	Pourquoi la crise affecte-t-elle les femmes en particulier ?	Audrey Dye	8698	17-févr.	1	oui			oui		
7	RD Congo : Cessons le chantage des transnationales minières !	Renaud Vivien	10 774	23-févr.	4				oui		
8	Le rebond du Forum social mondial: Interview d'Eric Toussaint par Pauline Imbach	Pauline Imbach Eric Toussaint	41 297	24-févr.	6			oui	oui	AVP 42	
9	L'Inde est-elle épargnée par la récession mondiale ?	Sushovan Dhar	13 569	5-mars	1				oui		
10	L'action citoyenne contre la propagande coloniale en Belgique : l'apport du Collectif « Mémoires coloniales »	Renaud Vivien	13 707	7-mars	6	oui			oui		
11	Muhammad Yunus : Prix Nobel de l'ambiguïté ou du cynisme ?	Denise Comanne	18 917	14-mars	8				oui	AVP 42	
12	L'OTAN fête son 60ème anniversaire, invitons-nous !	Renaud Vivien Alice Minette Eric de Ruest	11 143	17-mars	3				oui	AVP 42	
13	La Belgique offre 2% de son PIB au FMI discrédité	Eric Toussaint	8221	21-mars	1				oui		
14	Un G20 pour rien	Eric Toussaint Damien Millet	8968	1-avr.	3				oui	AVP 42	
15	Trajectoire et défis vers une intégration alternative	Camille Chalmers	14 862	24-mars	7				oui	AVP 42	
16	Comba la ka continié pas ke ni an lo chantié ki ouvè !	Pauline Imbach	13717	8-avr.	6				oui	AVP 42	
17	Pourquoi est-il raisonnable d'être anticapitaliste	Olivier Bonfond	23097	30-avr.	7	oui			oui		
18	Crise au Sud ou systémique du sous développement ?	Nicolas Sersiron	8 994	8-mai	1				oui		

19	Féminismes en mouvement. Des suffragettes aux « alter-féministes »	Christine Vanden Daelen	45326	13-mai	6				oui		
20	Des dégâts écologiques importants sponsorisés par la Banque mondiale	Eric De Ruest et Hélène Baillot	8113	24-mai	3				oui	AVP 43	
21	Pistes pour des alternatives	Eric Toussaint		1-juin	7	oui			oui		
22	Privatisation des terres agricoles au Pakistan	Abdul Khaliq	10 754	2-juin	4				oui	AVP 43	
23	Migration et développement : de l'immigration subie à l'immigration choisie	Alexandre Papa Faye	27637	6-juin	5				oui		
24	Le Programme Alimentaire Mondial contre la Souveraineté alimentaire : L'exemple dans l'enseignement	Simon Kayembe	8 034	9-juin	4				oui		
25	Bongo, enfin la rupture	Pauline Imbach	9687	9-juin	4				oui		
26	Entretien avec l'Expert indépendant de l'ONU sur la dette externe : « J'encourage tous les États à mener des audits de la dette »	Renaud Vivien	11040	16-juin	5				oui		
27	Le Pakistan n'est pas encore tiré d'affaire	Abdul Khaliq	12 087	23-juin	4				oui		
28	Le sommet sur la crise de l'ONU	Sophie Perchellet	18 021	26-juin	3				oui		
29	CP : Pour le CADTM, le Pakistan doit suspendre immédiatement le remboursement de la dette pour faire face à la crise	CADTM	10994	27-juin	5				oui		
30	La retraite pour Guy Quaden	Eric Toussaint	8989	27-juin	1				oui		
31	Robert McNamara, artisant de la mise au pas des peuples	Damien Millet/Eric Toussaint	24870	9-juil.	1				oui		
32	Les trois fautes de Barak Obama en Afrique	CADTM	16312	16-juil.	1				oui	AVP 44	
33	Féminisme, anti-racisme, anti-capitalisme, trois luttes a mener de front!	Stéphanie Jacquemont	17732	18-juil.	6				oui		
34	Comment réarmer le feminisme comme alternative essentielle: présentation du module "Femmes" du CADTM	Christinne Vanden Daelen	24917	23-juil.	6				oui		
35	Pays en développement: vers une nouvelle crise de la dette	Eric Toussaint	20239	01-aout-09	5	oui			oui		
36	Le coup d'Etat du Honduras impose un devoir de mémoire pour mieux en percevoir les enjeux	Jérome Duval	11 450	01-aout-09	4				oui		
37	Un accord "historique" sur Itaipu ou une nouvelle manifestation de l'impérialisme brésilien?	Cécile Lamarque	21717	04-aout-09	4				oui	AVP 44	
38	Le double langage de la Comission Européenne sur les subventions	Nicolas Sersiron	8 760	06-aout-09	3				oui		

39	Fonds vautours: l'Afrique riposte?	Renaud Vivien	17236	10-aout-09	2				oui		
40	Mission du CADTM en solidarité avec la lutte du peuple hondurien contre la dictature	CADTM	10994	10-aout-09	7				oui		
41	Au 46ème jour de résistance populaire, la répression à l'encontre des opposants au régime putschiste s'intensifie	Cécile Lamarque/ Jérome Duval	10972	14-aout-09	7				oui		
42	Le coup d'Etat au Honduras marque un renforcement de la diplomatie guerrière en Amérique Latine	Jérome Duval	11 059	19-aout-09	4				oui		
43	TEGUCIGALPA, 53ème jour de résistance contre le coup d'Etat	Jérome Duval	9 642	24-aout-09	4				oui		
44	La nouvelle architecture financière en matière de climat: la triple peine pour les pays appauvris	Stéphanie Jacquemo nt	27213	28-aout-09	3				oui	AVP 43	
45	Les expériences en cours au Vénézuela, en Equateur, et en Bolivie	Eric Toussaint	20856	3-sept.	7				oui		
46	Au Sud comme au Nord, de la grande transformation des années 1980 à la crise actuelle	Eric Toussaint	19262	8-sept.	1				oui		
47	Brésil: La Commission d'enquête parlementaire sur la dette	Virgine de Romanet	10493	14-sept.	7				oui	AVP 44	
48	Climat, la faute mortelle du capitalisme	Damien Millet	32596	18-sept.	1				oui		
49	Honduras: Pourquoi le coup d'Etat	Jérome Duval et Cécile Lamarque	16606	17-sept.	4				oui		
50	Le roi de la françafrique est mort, son fils Ali Bongo lui succède	Souad Guennoun	11 041	26-sept.	4				oui		
51	Aout 2009. Le CADTM international envoie une délégation au Honduras	Jérome Duval et Cécile Lamarque	9208	27-sept.	7				oui		
52	Crise écologique, impact des solutions capitalistes	Nicolas Sersiron	10 229	29-sept.	1				oui		
53	Alternatives écologiques: sortons de la logique du profit!	Olivier Bonfond	16451	29-sept.	7				oui	AVP 44	
54	L'annulation de la dette des pays en développement gagne du terrain au Sud comme au Nord	Hélene Baillot et Renaud Vivien	26182	30-sept.	5				oui		
55	Etats-Unis: Où est l'aide pour les travailleurs?	Daniel Munevar	8317	2-oct.	1				oui		
56	Changements en cours au venézuela en 2008-2009	Eric Toussaint	62173	3-oct.	7				oui		
57	Vénézuela, Honduras, Pérou, Equateur: "petits" oublis et "grands" mensonges des médias	Eric Toussaint	16679	5-oct.	7				oui		
58	Coup d'Etat médiatique au Honduras	Jérome Duval	16 662	6-oct.	4				oui		
59	Montée de l'agressivité à Washington à l'égard du Vénézuela, de la Bolivie, de l'Equateur	Eric Toussaint	11098	8-oct.	7				oui		
60	L'attitude complice de la Belgique et de l'Union Européenne à l'égard de la dictature au Honduras	Cécile Lamarque	12267	10-oct.	3				oui		

61	Banque mondiale, crise et droits humains	Eric Toussaint	12161	14-oct.	2	oui			oui		
62	La protestation sociale dans l'Equateur d'aujourd'hui. Elements d'analyse et d'interprétation	Virgine de Romanet	21188	16-oct.	6				oui		
63	Barack Obama, prix nobel de la paix, part en guerre contre l'ALBA	Cécile Lamarque	16852	17-oct.	7				oui		
64	Bolivie: capitalisme andino-amazonien?	Eric Toussaint	45438	19-oct.	4				oui		
65	Dette publique dans les pays du Nord: Et si on demandait des comptes?	Pascal Franchet	15 081	20-oct.	1				oui		
66	An III de la révolution citoyenne en Equateur	Eric Toussaint	22709	22-oct.	6				oui		
67	Cinq questions sur la crise à Eric Toussaint	CADTM	20 646	3-nov.	1				oui		
68	Dette publique: quelle réponse?	Pascal Franchet	11 158	3-nov.	1				oui		
69	Négociations internationales sur le climat: REDD+ et l'avenir des forêts	Jérémie Cravatte	10837	4-nov.	4				oui		
70	Lettre ouverte au membres du parlement fédéral de Belgique: l'annulation de la dette des pays en développement ne peut pas attendre	Renaud Vivien	8806	5-nov.	5				oui		
71	Débat entre Eric Toussaint (président du CADTM Belgique) et Gino Alzetta (directeur exécutif suppléant de la Banque mondiale) à Bruxelles le 13 octobre 2009	C. Vanden Daelen /Renaud Duterme	19900	14-nov.	5	oui			oui		
72	Dette et migration	Jérome Duval	10 260	16-nov.	5				oui		
73	Liberté d'Epression et de la Presse. Que dit la presse burkinabé de l'assassinat de Thomas Sankara?	Pauline Imbach	12606	17-nov.	4				oui		
74	Les procès de la Françafrique	Souad Guennoun	14 438	18-nov.	2				oui		
75	Honduras. La grande farce électorale	Jérome Duval	21368	30-nov.	4				oui		
76	Après la faim, des mots en l'air sur le climat? / A Copenhague, encore des mots en l'air sur le climat ?	Damien Millet/Eric Toussaint	8245	30-nov.	3				oui		
77	Après plusieurs décennies de lutte pour l'annulation de la dette du Tiers-monde, enfin un Front commun africain contre le paiement de la dette / Interview de Nicolas Sersiron, Eric Toussaint et Victor N'Zuzi	Habib M.Ouitona	13 329	1-déc.	5				oui		
78	Compte-rendu du Conseil International (CI) du FSM-Montréal, du 6 au 8 octobre 2009	Olivier Bonfond	27186	4-déc.	6	oui			oui		
79	Honduras: Elections sous observation… libérale	Jérome Duval	11745	7-déc.	4				oui		
80	Entreprises transnationales: sujet de (quel) droit?	Delphine Abadie	16 393	7-déc.	2				oui		

81	Du coup d'Etat au Honduras au sept bases US en Colombie: la montée de l'agressivité de Washington	Eric Toussaint	23523	7-déc.	4				oui		
82	Les mouvements sociaux doivent s'approprier le processus du Forum social mondial – Interview d'Abdulaye Sene	Olivier Bonfond	11139	8-déc.	6				oui		
83	Les agro-carburants au Sénégal: la culture du jatropha ne représente pas une alternative	Sidy Ba	10 446	12-déc.	7				oui		
84	Entretien avec Delphine Abadie, co-auteure du livre Noir Canada: Pillage, corruption et criminalité en Afrique. "Au Canada, la démocratie est en danger"	Renaud Vivien	14051	15-déc.	2				oui		
85	Les femmes pakistanaises davantage touchées par le changement climatique	Bushara Khaliq	14 278	16-déc.	1				oui		
86	Brésil: avancement du travail de la commission parlementaire sur l'audit de la dette	Virgine de Romanet	13802	19-déc.	7				oui		
87	La fin de la pauvreté, vraiment ?	Damien Millet	12157	20-déc.	7				oui		
88	Altermondialisme ou barbarie?	Olivier Bonfond	12098	20-déc.	7				oui		
89	50 ans de non indépendance des pays africains, ça se fête?	Pauline Imbach	12873	20-déc.	8				oui		
90	Sommet de Copenhague: du CO2 et du vent	Eric De Ruest/Renaud Duterme	12936	24-déc.	7				oui		
	TOTAL	**90 Analyses de plus de 8000 signes dont 65 écrites par le CADTM Belgique**									